

RIVAROL

N°3424

"Quand les peuples cessent d'estimer, ils cessent d'obéir"

13/5/2020

HEBDOMADAIRE DE L'OPPOSITION NATIONALE ET EUROPÉENNE

Jeanne d'Arc face aux sorciers du Grand Confinement et du Grand Effondrement

NOUS CÉLÉBRONS ces jours-ci de grandes fêtes johanniques : les cent ans de la canonisation de la sainte par Benoît XV le 16 mai 1920, le centenaire de la loi Barrès votée le 24 juin 1920 par l'Assemblée nationale et fixant la solennité annuelle de la Pucelle le deuxième dimanche de mai, faisant de la célébration de la sainte de la patrie une grande fête du patriotisme. La fête de Jeanne d'Arc n'a toutefois pas été célébrée publiquement cette année le dimanche 10 mai, car c'était le dernier jour du confinement. La première des statues de la sainte, celle sise place des Pyramides, est laissée dans un état lamentable. Les grands drapeaux qui entouraient la statue, déjà fortement diminués au fil des années, ont complètement disparu pour le centenaire de sa canonisation. L'étendard de la statue qui menaçait de tomber et qui a donc été enlevé en juin dernier pour restauration n'a toujours pas été remis alors qu'il devait l'être « dans les meilleurs délais » selon la Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France. La couronne qu'elle portait sur la tête a également disparu. Il est difficile d'imaginer que tout cela n'est pas volontaire.

Emmanuel Macron, lorsqu'il était candidat à l'Elysée, pour séduire l'électorat conservateur, s'était rendu le 8 mai 2016 à Orléans pour rendre hommage à Jeanne d'Arc. Maintenant que son objectif est atteint et qu'il est devenu chef de l'Etat, il ne s'intéresse plus à la patronne secondaire de la France. Le jour de la solennité de sainte Jeanne d'Arc, le président de la République n'a parlé que... de l'esclavage, le 10 mai étant désormais la journée commémorative du souvenir de l'esclavage et de son abolition. Leur régime a procédé à une célébration publique, a organisé une cérémonie officielle avec les plus hauts représentants de l'Etat pour « la journée des mémoires de l'esclavage, de la traite et de leur abolition » mais il n'a rien fait pour la



fête du patriotisme. C'est là tout un symbole. Et il est ironique voire cynique de célébrer l'abolition de l'esclavage lorsque l'on s'efforce de mettre en servitude volontaire tout un peuple, et même une grande partie de l'humanité, au moyen du Grand Confinement, de l'interdiction, de la restriction ou de la stricte réglementation des déplacements, des rencontres, des rassemblements.

QUE les dirigeants du pays se moquent éperdument de sainte Jeanne d'Arc, de sa personne, de sa vie, de son œuvre, de son message n'est pas pour étonner puisque la sainte de la patrie incarne en tous points le contraire de ce qu'ils sont et de ce qu'ils font.

JEANNE D'ARC a sauvé la France, les dirigeants actuels s'efforcent à la détruire et à l'avilir. En étant du parti de l'étranger. En détricotant les derniers lambeaux de souveraineté nationale et d'indépendance française. En participant à l'occupation de notre territoire par des popu-

lations essentiellement inassimilables. En œuvrant à la destruction de l'âme française. En favorisant activement la lobotomisation des esprits, l'asservissement des âmes.

Jeanne d'Arc a lutté pour la liberté de notre pays, secouant le joug de l'étranger, refusant la soumission au parti de la défaite, de la capitulation, de la compromission, de l'abdication. Nous vivons aujourd'hui peut-être la pire période de servitude volontaire d'un peuple, et même de la quasi-totalité des peuples occidentaux. Les gens se croient libres, tellement libres, mais on leur refuse la liberté de circuler, de se déplacer, de se réunir, en famille ou entre amis, d'aller visiter un parent, un proche chez lui ou à l'hôpital ou dans ces mouiroirs que l'on appelle pudiquement les Ehpad (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes). On leur a même refusé deux mois durant de se promener en forêt, dans la rue, au bord d'une rivière. Tel un détenu qui a le droit de faire le tour de

la cour de la prison tous les jours pendant soixante minutes, on avait droit à une heure pour faire ses courses alimentaires, à condition d'être muni d'une attestation dûment remplie et pouvant être contrôlée par des gendarmes ou des policiers qui, zélés, ont parfois été jusqu'à contrôler le contenu des caddies et à verbaliser parce que certaines denrées alimentaires n'étaient pas considérées comme de première nécessité ! Et à la destruction, à la négation de ces libertés fondamentales s'ajoute la suppression de la liberté de penser, d'écrire, de réfléchir, de contester. La fameuse loi Avia doit en effet être votée ce 13 mai en lecture définitive par le Parlement. Réclamée à cor et à cri par le lobby juif (il suffit de naviguer sur les sites de la LICRA et de ses pseudopodes pour s'en convaincre), cette loi, si elle est appliquée (et on ne voit pas pourquoi *a priori* elle ne le serait pas), va transformer Internet en laboratoire totalitaire. Il ne sera plus possible de s'exprimer, les hébergeurs devant s'acquitter de sommes astronomiques s'ils ne suppriment pas sous 24 heures les prétendus « contenus haineux » que sont le racisme, l'antisémitisme, l'homophobie, le sexisme, le complotisme, le conspirationnisme, c'est-à-dire tout ce qui dérange le Lobby, tout ce qui nuit aux avancées, aux tabous et aux mots d'ordre de la révolution arc-en-ciel.

LA PUCELLE a lutté toute sa vie pour la vérité et jamais dans sa bouche on n'a pu trouver le mensonge. Face aux calomnies et aux menaces de ses accusateurs, elle a toujours su répondre avec la force tranquille de la justice et de la vérité. Or ceux qui nous dirigent et nous oppriment aujourd'hui ne vivent que par et pour le mensonge, les manipulations des chiffres, des statistiques, des situations. Qui ne voit clairement aujourd'hui que la psychose entretenue artificiellement autour du Covid-19 a été une imposture totale, une supercherie, un brigandage (il y eut moins de décès en mars 2020 qu'en mars 2018 en France toutes causes confondues d'après les chiffres officiels de l'INSEE !) qui a permis un contrôle social de masse sans précédent avec l'utili-

*suite de l'éditorial
en page 2*

N°3424 DU 13 MAI 2020

www.rivarol.com

Imprimé en France/Printed in France

L 14240 - 3424 - F: 4,00 €



SUITE DE L'ÉDITORIAL



sation de la géolocalisation et qui ouvre la voie à la destruction de l'économie libre et réelle, des entrepreneurs qui font la richesse de ce pays et que l'on conduit à la ruine ou à des difficultés extrêmes.

Beaucoup de chefs d'entreprises, de dirigeants de TPE et de PME, soit feront faillite, soit seront davantage soumis au pouvoir bancaire, devront emprunter, hypothéquer leurs biens, se soumettant à une servitude à laquelle leur travail, leurs efforts, leur réussite, leurs talents leur avaient jusque-là permis d'échapper. Le Grand Confinement a précédé et va entraîner le Grand Effondrement. Ce que nous vivons depuis deux mois est un véritable crime contre la nation, contre la vérité, contre le bon sens, contre le bien commun. Il s'agit de détruire ce qui reste de sain, de libre, de dynamique dans ce pays pour hâter l'avènement d'une gouvernance planétaire, déjà en place, mais qui tend à resserrer son emprise, son pouvoir tyrannique sur les Etats, les institutions, les consciences, les individus.

LA SAINTE DE LA PATRIE a fait preuve d'un courage, d'un héroïsme permanents. Tant pendant ses batailles que pendant son procès, tant dans ses moments de gloire que dans ses jours de défaite. Tant pour galvaniser ses soldats, et parfois les rappeler à leur devoir, que face à ses juges malhonnêtes et féroces. Or nous avons assisté ces deux derniers moments à un océan de lâcheté, à une pleutrierie quasiment générale. Les pouvoirs publics et les media de masse qui ont servi de caisse de résonance ont réussi à créer un sentiment de peur voire de panique. Et au lieu de réfléchir, de résister, de faire preuve d'esprit critique, la plupart de nos compatriotes ont mordu

à l'hameçon, se calfeutrant chez eux, certains allant même dénoncer des voisins trop peu respectueux du confinement macronien. La plupart ont accepté sans rechigner que l'on supprime de manière arbitraire la liberté de culte, de circulation, de réunion, de manifestation, de travail au nom d'une pseudo-pandémie qui au total aura fait moins de trente mille morts en France d'après les chiffres officiels, la plupart des personnes décédées étant âgées (81 ans en moyenne) ou/et souffrant de comorbidités.

SAINTE JEANNE D'ARC a lutté pour le redressement moral et spirituel de la France. Elle disait à ses soldats qui juraient que c'est le péché mortel qui fait perdre les batailles. Pour elle la grandeur, la pérennité de la France supposait son obéissance totale, parfaite et joyeuse au Christ et à sa loi. Or pendant ce confinement les pouvoirs publics ont veillé à ce que les avortoirs continuent à tuer en masse les innocents, la prescription massive du Rivotril dans les Ehpad qui est contre-indiquée dans les maladies respiratoires a entraîné la mort de milliers de nos anciens atteints du coronavirus et conduits à une mort rapide et certaine. De cette forme de génocide on ne parle pas. Il est vrai que nos seniors ne sont pas, eux, une population protégée, sacralisée, sanctifiée.

ENFIN la bergère de Domrémy a fait preuve d'une foi exceptionnelle. Elle a obéi aux voix qu'elle entendait, a cru aux messages de saint Michel, de sainte Catherine et de sainte Marguerite. Elle a servi le Ciel alors que nos dirigeants ne servent que Mammon. Bill Gates veut ainsi imposer une vaccination à l'ensemble des terriens, vaccination avec puce sous-cutanée. Cette puce qui fait penser au signe de la Bête dont parle l'Apocalypse de saint Jean dans son chapitre 13 doit renfermer notre identité, connaître nos antécédents vaccinaux, ou permettre de nous localiser. Nous vivons vraiment des temps apocalyptiques et antéchristiques. Plus que jamais, pour résister à ce déluge de mensonge, de désinformation, de haine, à cette volonté d'asservissement des âmes, de pollution des intelligences, d'endurcissement des cœurs, d'abaissement des caractères, de paralysie des volontés, il nous faut méditer le message de Jeanne. Et y être fidèle. Si l'on veut servir le beau, le bien, le vrai et ainsi sauver son âme.



RIVAROL,

<jeromebourbon@yahoo.fr>.

DEUX NOUVELLES VIDÉOS RIVAROLIENNES À NE PAS MANQUER : "TOUT SUR LE CONNARDOVIRUS" ET LA "COMPILATION DES MEILLEURES SAILLIES DE JÉRÔME BOURBON" !

Une nouvelle vidéo rivarolienne, la 25^e, d'avril 2020, intitulée « *Tout sur le connardovirus* », a été mise en ligne. Pendant une heure et demie, Jérôme Bourbon, interrogé par Florian Rouanet, parle des différents aspects de la crise du coronavirus, de ses manifestations, de ses effets, et des leçons nombreuses à en tirer.

Par ailleurs, pour se détendre et rire un peu en cette période difficile, une « *compilation des meilleures saillies* » du directeur de RIVAROL a également été mise en ligne. Pendant une demi-heure environ, on peut retrouver les meilleurs moments, les plus drôles, les plus insolites ou les plus insolents, des vidéos et des discours de Jérôme Bourbon depuis deux ans.

Vous pouvez visionner ces deux vidéos qui ont déjà fait plus de 40 000 vues chacune, soit sur notre chaîne Youtube Hebdomadaire RIVAROL, soit directement en page accueil de notre site rivarol.com. De quoi vous occuper, réfléchir mais aussi sourire.

Bon visionnage !

NOS DEUILS JEAN-LOUIS FRESNEDA (1944-2020)

Nous avons la douleur de faire part du décès à Nevers le dimanche 10 mai au soir, solennité de Sainte Jeanne d'Arc, de Jean-Louis Fresneda. Ce fidèle et dévoué rivarolien, assidu à la lecture de l'hebdomadaire de l'opposition nationale et européenne depuis sa jeunesse, et qui n'a cessé de militer jusqu'à son dernier souffle pour la diffusion de RIVAROL (il achetait régulièrement plusieurs exemplaires en kiosques pour faire connaître le journal autour de soi, le distribuer, encourager les gens à le lire, à s'y abonner) est mort des suites d'une leucémie aiguë foudroyante qui l'a emporté en trois semaines seulement. Il allait avoir 76 ans le 22 juillet prochain.

Très engagé sur le plan politique, cet homme jovial, volubile et chaleureux, passionné de rugby, ayant la voix chantante et chaude des gens du Midi, milita dans sa jeunesse à l'Ordre nouveau puis au PFN, s'occupa avec ardeur à Bordeaux, où il vécut toute sa vie, de la défense de la mémoire du maréchal Pétain, organisa à plusieurs reprises des conférences dans sa ville avec votre serviteur (en 2004, puis de nouveau en 2008 pour le cinquantenaire de la mort de Pie XII), avec différentes personnalités politiques du mouvement national, avec le journaliste et écrivain Martin Peltier, avec le Professeur Robert Faurisson pour lequel il éprouvait une grande admiration.

Jean-Louis Fresneda, qui pratiqua pendant plus de cinquante ans son activité de kinésithérapeute avec un dévouement constant et admirable pour ses patients, exerçant particulièrement dans le milieu de l'athlétisme au sein de différents clubs bordelais (il accomplissait encore son métier quelques semaines avant sa disparition,

soulageant très souvent bénévolement de nombreux malades désargentés) était aussi et surtout un catholique traditionaliste très fervent. Resté toujours fidèle à la messe, à la foi et au catéchisme de son enfance et de sa jeunesse, il aimait chanter à gorge déployée la messe grégorienne, servir le prêtre à l'autel, fonctions qu'il exerça avec joie et minutie jusqu'à son entrée à l'hôpital de Nevers le 16 avril, jour de la naissance au ciel en 1879 de sainte Bernadette, décédée au couvent Saint-Gildard, situé seulement à quelques centaines de mètres à vol d'oiseau du lieu où s'éteint Jean-Louis Fresneda, l'hôpital Pierre-Bérégovoy.

Très attaché à l'Eglise et à son magistère, cet homme droit, debout et généreux, refusa toujours de reconnaître comme légitimes les occupants du siège de Pierre depuis Vatican II et aida moralement et matériellement les quarante dernières années de sa vie autant qu'il le put les œuvres et communautés sacerdotales et religieuses publiquement *non una cum*. Car pour lui qui avait un caractère entier et passionné, et qui refusait les compromissions et la *combinazione*, on ne pouvait à la fois être *una cum Francisco* (Bergoglio) et *una cum Christo*. Il disait qu'il fallait savoir choisir son camp.

La messe de requiem sera chantée le vendredi 15 mai à 9h30 au château de Raveau (350 route de Mouchy, 58400 Raveau) dans la Nivière et l'inhumation aura lieu dans la foulée au cimetière communal de Donzy (58220).

Toute l'équipe de RIVAROL présente ses condoléances attristées aux proches et amis de ce grand combattant au cœur pur.

Jérôme BOURBON.

CRÉATION D'UN ABONNEMENT COUPLÉ PAPIER ET NUMÉRIQUE D'UN AN À RIVAROL POUR 150 EUROS

A la suite des demandes d'un certain nombre d'entre vous, nous avons créé un abonnement couplé (papier et numérique) d'un an à RIVAROL pour 150 euros. On peut souscrire à cet abonnement en allant en page accueil du site boutique-rivarol.com et en réglant 150 euros par Paypal. On peut également régler ces 150 euros, si l'on préfère, par virement bancaire ou par chèque à l'ordre des Editions des Tuileries, en précisant bien qu'il s'agit d'une demande d'abonnement couplé papier et numérique. Si vous réglez par chèque ou par virement bancaire, qu'on veuille bien nous donner l'adresse électronique à laquelle vous souhaitez que l'on vous envoie chaque mardi le PDF de RIVAROL. Ecrivez pour ce faire à jeromebourbon@yahoo.fr ou à contact@rivarol.com, ou, à défaut, dites-le nous dans votre courrier postal en écrivant très lisiblement et en majuscules votre adresse électronique.

Le confinement que nous avons subi pendant deux mois et les problèmes récurrents de distribution postale rendent de plus en plus judicieuse la solution consistant à prendre un abonnement couplé d'un an papier et numérique à RIVAROL. Vous êtes sûrs ainsi de recevoir en temps et en heure le dernier numéro paru. L'abonnement papier annuel coûte 125 euros, l'abonnement numérique 80 euros. Disposer pendant un an à la fois du papier et du numérique pour 150 euros (au lieu de 205) nous paraît donc un prix raisonnable. N'hésitez pas à recourir à cette solution si vous disposez d'un ordinateur ou d'une tablette et si vous avez un accès à Internet. Cela permet de contourner les retards parfois catastrophiques dans la distribution du courrier.

Avec la fin partielle du confinement nous espérons que les choses rentreront progressivement dans l'ordre. En attendant, nous vous demandons de nous signaler systématiquement tout retard important dans la livraison à votre domicile du journal ou de toute commande que vous avez faite. Nous vous renverrons tout ce que vous n'avez pas reçu. Pour toute question, toute difficulté, tout embarras, n'hésitez pas à nous téléphoner à tout moment au 06-40-87-72-79. Nous sommes à votre disposition.

Signalez aussi une éventuelle interruption de votre abonnement qui peut avoir pour cause le retard dans la distribution et donc dans le traitement du courrier. Il suffit là aussi de nous passer un coup de fil ou de nous adresser un courrier électronique (à contact@rivarol.com ou à jeromebourbon@yahoo.fr) et nous prolongerons immédiatement votre abonnement jusqu'à la réception de votre règlement.

Nous vous encourageons à acheter massivement en kiosques le journal désormais, nous avons d'ailleurs fortement augmenté le tirage avec le début du déconfinement. Nous renverrons avant la fin de ce mois à nos abonnés papier les numéros parus pendant le confinement pour être sûrs qu'ils n'aient rien manqué.

On peut aussi nous envoyer des dons ou cotiser aux Amis de Rivarol (19 avenue d'Italie, 75013 Paris) pour nous aider dans le combat et nous permettre de traverser cette phase très difficile pour la presse écrite. On peut aussi nous aider par Payal en se rendant en page accueil du site rivarol.com à la rubrique Faire un don. Merci d'avance de tout cœur.

Jérôme BOURBON.

Chronique de la France asservie et... résistante

L'ÉVÊQUE ET LE RECTEUR
DE LA MOSQUÉE SE RENDENT
PLACE BEAUVAU



DANS UN article dont le titre est « *Le suave collaborationnisme du président des évêques de France* », Bernard Antony, président de l'AGRIF, s'en prend fort justement à « Monseigneur » de Moulins-Beaufort, « président de la conférence des évêques de France », qui a rencontré, il y a quelques jours Castaner, le ministre de l'Intérieur. On pouvait s'attendre à ce qu'il exigeât le rétablissement urgent de la liberté du culte dans les églises.

EVÊQUE COLLABO

Bien entendu, comme le note Antony, « *Monseigneur n'a pas exprimé le moindre début de commencement de mécontentement de ce qu'il n'a, à l'évidence, rien obtenu.* ». Alors que divers lieux de rencontre, dont des écoles, vont rouvrir le 11 mai, il n'en est rien pour le culte. Moulins-Beaufort a-t-il tapé sur la table, a-t-il exprimé l'indignation des catholiques devant une interdiction liberticide, ce pour quoi il est censé être payé ? Vous rêvez. Il s'est fait au contraire, au sortir de la rencontre, l'onctueux perroquet du ministre jacobin de l'Intérieur, comme le faisaient les prélats jureurs lors de la Révolution, disant, collaborationniste empressé, qu'après tout, on avait tout le mois de mai pour préparer la reprise des offices le 2 juin. Ou à la Saint Glinglin ? Pendant ce temps, la Mosquée de Paris se fâche tout rouge et menace, par la voix de son recteur, Maître Chems-Eddine Hafiz, qui a remplacé Dalil Boubakeur, d'attaquer le gouvernement en justice si la date de reprise des cultes n'était pas avancée au 24 mai, c'est-à-dire, à la fin du Ramadan et sa fête de l'Aïd. La perspective que la reprise des cultes ait lieu, au mieux, pour le grand week-end de la Pentecôte, donc au plus tôt le 29 mai, le met en rage. Pensez, ce serait « *un fait grave de discrimination manifeste* » car « *la fête de l'Aïd qui clôture le mois sacré du Ramadan est aussi importante que la Pentecôte juive ou chrétienne* ». Du coup, il se dit prêt « *d'user de tous les moyens légaux (même légaux ?) pour défendre les intérêts moraux des musulmans de France* ». Avec la « *possibilité d'une saisine des juridictions compétentes* ». Il ne le demande pas onctueusement, en s'excusant presque, en demandant pardon de son audace, comme le fait un vulgaire Moulins-Beaufort. Non, il exige « *instamment* » la réouverture des lieux de culte. Il y a décidément un problème quelque part avec l'église conciliaire...

DIFFICILE DE RECRUTER NOS ESPIONS

La Lettre confidentielle *IntelligenceOn-Line* nous livre une information assez stupéfiante. La DGSE, qui cherche actuellement à recruter à tour de bras, est

consternée par le niveau de ses postulants. Dans un document publié discrètement sur le site de recrutement du ministère de la défense, la DGSE ne mâche pas ses mots quant à la dernière fournée de postulants au métier d'espion. Le concours organisé en janvier a donné des résultats si médiocres que le jury a finalement décidé de n'admettre aucun des candidats qui se sont présentés par dizaines aux deux postes d'arabisants ouverts, car « *aucun d'entre eux n'a démontré avoir une connaissance suffisante de la DGSE et de ses missions* ». Plus globalement, le jury a noté chez les candidats « *un manque de préparation et de connaissances rédhibitoire* », notamment sur les sujets « *relatifs au fonctionnement de l'institution* », comme l'organisation de la DGSE, ses missions, son positionnement dans l'appareil d'Etat, voire les problématiques et les enjeux du renseignement. Sans compter les « *nombreuses fautes d'orthographe* » dans les CV et les lettres de motivation envoyées...

LA MUSIQUE, RESPONSABLE DU COVID-19

Il y avait déjà eu l'affaire de la « messe pseudo-clandestine » à St Nicolas du Chardonnet avec l'intrusion illégale de la police dans l'église. *Bis repetita*. Ça s'est passé à Paris, vendredi 1^{er} mai, dans le 18^e arrondissement. Tous les vendredis, les habitants du quartier se mettaient aux balcons, applaudissaient les soignants, puis prenaient plaisir à écouter de 20h05 à 22h le programme musical éclectique qu'une de leurs voisines leur avait concocté. On pouvait entendre Gloria Gaynor, Depeche Mode, de l'électro brésilienne, des standards italiens, ou « La Bohème » d'Aznavor. Et soudain, voici qu'une voiture de police, tous gyrophares dehors, s'arrête devant la porte de l'immeuble d'où provient la musique. Quatre officiers en sortent. Ils se font ouvrir la porte, disparaissent dans le hall et montent à l'étage. La musique se tait. Colère des voisins qui protestent, « *On étouffe, on n'a plus que ça !* » et se mettent à chanter La Marseillaise. Des drapeaux se montrent aux fenêtres. Les officiers de police tentent de se justifier avec un argument choc : « *S'il y a de la musique, ça va faire des attroupements* ». « *Ce n'est pas verbalisable, d'écouter de la musique* », réplique un audacieux. « *Si, c'est verbalisable* », lui rétorque le séide de Castaner. « *Vous avez eu le Covid ?* » poursuit-il. « *C'est à cause de choses comme ça qu'il se répand.* » Sans commentaire...

Et pendant ce temps-là, avaient lieu les obsèques d'un dealer musulman à Sète. Ayoub, 25 ans, connu de la police pour des affaires de drogue, avait été abattu de plusieurs balles dans sa voiture par deux tireurs présumés, Sofiane et Abdelkrim. A l'occasion de son enterrement, une cérémonie religieuse avait été organisée en plus de la mise en terre. D'après les informations qui circulent sur les réseaux sociaux, il y avait entre 50 et 100 véhicules présents et la cérémonie aurait été protégée par la police. Il y a décidément un problème en France...

GISCARD, AGRESSEUR SEXUEL ?

Valéry Giscard d'Estaing serait-il un Weinstein bis ? L'ancien président, âgé de 94 ans, est tout simplement accusé d'agression sexuelle. La journaliste allemande, Ann-Kathrin Stracke, 37 ans, a déposé plainte auprès du parquet de Paris, l'accusant d'avoir posé la main sur ses fesses à plusieurs reprises lors d'une interview réalisée le 18 décembre 2018 au sujet du centenaire de l'ancien chance-

lier Helmut Schmidt pour le compte de la chaîne WDR. Les faits se seraient déroulés à Paris dans le bureau de l'ex-président. A l'issue de l'entretien, la journaliste lui demanda de poser pour une photo avec elle, son cameraman et sa preneuse de son. Et c'est à ce moment-là, raconte-t-elle dans sa plainte, qu'il lui touche la taille puis les fesses. Elle tenta héroïquement de le repousser. Peine perdue. Il récidiva. « *J'ai eu l'impression qu'il insistait* », détaille la journaliste. Voulant échapper à cette situation qu'elle qualifie de « *dégradante* », elle aurait repoussé sa main « *plusieurs fois et de toutes [ses] forces* ». Mais le vieux cochon insista, lui assénant des « *baisers appuyés sur les joues* », souhaitant également à Ann-Kathrin Stracke de faire de « *beaux rêves* ». Traumatisée à vie, elle le dénonça auprès de sa hiérarchie qui fit appel à un cabinet d'avocat qui envoya alors une lettre à l'ancien président, dont les services se contentèrent, selon *Le Monde*, d'en accuser la bonne réception. Contacté par *Le Monde*, le cabinet de VGE assure que ce dernier n'a « *aucun souvenir* » de cette rencontre. Du coup, crise du coronavirus ou pas, la journaliste a déposé plainte auprès du parquet de Paris le 10 mars, expliquant que « *très surprise et désapprouvant ces atteintes qui m'ont mise extrêmement mal à l'aise, j'ai tenté de repousser la main de M. Giscard d'Estaing, sans toutefois y parvenir* », et assénant gravement que le mouvement *MeToo* lui a fait changer d'avis sur un éventuel appel à la justice. « *Ce mouvement m'a montré à quel point il est important de débattre de ces sujets dans la société* ». Pardi... Giscard finira-t-il en prison comme un vulgaire Weinstein ? C'est tout de même peu probable.

Mais décidément, l'ancien président de la République confirme sa réputation de chaud lapin. Jean Garrigues, auteur d'*Une histoire érotique de l'Élysée*, parue chez Payot, raconte qu'il était surnommé « *Valéry Folamour* » et que souvent sa femme, Anne-Aymone, « *ne savait pas où il était le soir* ». En fait Giscard et son épouse étaient quasiment séparés avant qu'il soit élu. « *Ils s'étaient remis ensemble, mais c'était une sorte de fiction* », raconte l'auteur. Jean Garrigues le présente comme « *un séducteur invétéré, voire compulsif* ». Comme Jacques Chirac, Valéry Giscard d'Estaing aurait lui aussi eu une discrète garçonne, dénichée par son bras droit Michel Poniatowski. On lui a prêté de nombreuses aventures, qui n'ont jamais été prouvées car l'homme savait être discret. Parmi ses conquêtes, il y aurait eu la chanteuse Marie La Forêt, l'actrice Marlène Jobert et même Lady Diana, ce dernier cas obsédant, paraît-il, Jacques Chirac, qui aurait tant aimé savoir si c'était vrai ! Et puis, il y avait eu la fameuse affaire de la camionnette du laitier, à l'heure du laitier. Une nuit de septembre 1974, le président de la République qui s'apprêtait à rejoindre

l'Élysée au petit matin, heurta le camion d'un laitier près de la place de l'Étoile. La rumeur laisse entendre qu'il était aux côtés de l'actrice Marlène Jobert. D'après Jean Garrigues, Valéry Giscard d'Estaing était comme obsédé par l'idée de séduire les femmes à qui il devait, il est vrai, son élection en 1974. Quant à Anne-Aymone, comme pour Bernadette Chirac, « *l'exercice du pouvoir s'est accompagné d'une souffrance* », conclut Jean Garrigues qui relève qu'Anne-Aymone, gentille, lui avait même trouvé des circonstances atténuantes, évoquant « *le besoin d'affection* » de son époux !

LA LANGUE ARABE ENSEIGNÉE EN PRIMAIRE

La moindre des choses quand on a le souci de s'intégrer est d'apprendre à maîtriser la langue de son pays. Bonne nouvelle pour les petits Français : ils pourront apprendre l'arabe dès le CE1. Macron vient de signer le décret qui a paru au journal officiel du 2 mai. Certains mauvais esprits notent que les enfants pourront apprendre la langue arabe à un âge où ils n'ont même pas appris à écrire, lire le français et compter. Il s'agit en fait des suites de l'accord signé à Tunis en 2007 par Najat Vallaud Belkacem, alors ministre de l'Éducation nationale, au nom du gouvernement français, et le gouvernement de la République tunisienne, prévoyant l'enseignement de la langue arabe et de la culture arabe en France. En théorie, l'apprentissage de l'arabe serait facultatif. Mais le diable se cache dans les détails. L'arabe devient en fait une option bonifiante comme les langues mortes l'étaient autrefois. L'arabe remplace ainsi le latin ou le grec. Mais où trouver les enseignants compétents ? Mais pardi, en Tunisie ! Ils pourront obtenir sans problème un titre de séjour pour venir enseigner l'arabe en France. Christine Tasin note fort justement que cet enseignement, pour facultatif qu'il soit, remplacera l'enseignement actuel de l'anglais ou de l'allemand en primaire dans certains quartiers. Consternant...

LA POPULARITÉ DE MARINE LE PEN RECULE

Alors qu'elle est très présente dans les médias, critiquant à tout-va les « *nombreuses erreurs de l'exécutif* », accusant le gouvernement de mentir sur « *absolument tout* », demandant « *l'intervention de la troupe* », (qui serait autorisée à faire feu sur le virus ?), en rajoutant dans la psychose en ayant appelé à un confinement encore plus strict, n'hésitant pas à se prêter à des mises en scène grotesques (cette image de Marine Le Pen et de Bardella masqués, déposant une gerbe devant la statue de Jeanne d'Arc, le 1^{er} mai !), elle recule sérieusement dans les sondages de popularité. C'est ce que montre le baromètre de l'institut Elabe pour *Les Echos*. Seuls 23 % des Français ont une image positive de la présidente du Rassemblement national (RN) ce mois-ci. C'est 3 points de moins qu'en mars. Il s'agit de la personnalité politique dont la cote de confiance recule le plus, après celles de sa nièce, Marion Maréchal, et de l'ex-ministre de la Santé, la communautaire Agnès Buzyn. Sa popularité recule particulièrement chez les personnes âgées et dans le Grand Est, la région la plus touchée par l'épidémie. La faute bien sûr à son manque total de crédibilité...

Les présidents cavaleurs

« ET COMMENT NE PAS L'ÊTRE QUAND ON EST UNI À CETTE PERSONNE ? »



(Dessins de Chard)



Robert SPIELER.

DROIT AUX LETTRES

● De François THOUVENIN (Strasbourg) :

DÉNONCER L'OCCUPATION DU SIÈGE DE PIERRE PAR LES MODERNISTES DEPUIS 1958

Dans votre dernier « droit aux lettres » (RIV. du 6 mai 2020), R. Dassy fulmine contre les catholiques traditionnalistes — «sédévancantistes» ou non — qui s'estiment dégagés de toute obligation d'obéissance vis-à-vis du siège de Pierre. Mais que propose cet intervenant ? Attendre l'heure de Dieu ? Oui, certes, c'est bien poli, bien propre sur soi, mais pas avant d'avoir tout mis en œuvre pour la faire venir, cette heure : « Aide-toi, et le Ciel t'aidera ». Alors, bien sûr, on peut s'y prendre gauchement, parfois même de manière incohérente, avec la funeste tentation de rentrer dans un bercail où règne désormais le loup. Et c'est ce que font — hélas ! — beaucoup d'institutions par ailleurs respectables et de bonne volonté. Mais le plus grand défaut de ces institutions n'est pas de s'opposer au siège de Pierre. Il est tout bonnement de ne pas avoir dénoncé dès le début l'occupation de ce siège par les pires ennemis de l'Eglise. Et ce début, en 1958, ce fut l'élection de Roncalli le moderniste et le pro-communiste («canonisé» par la secte conciliaire), suivi du plus grand destructeur de l'Eglise depuis Vatican II, à savoir Montini, le pro-communiste et l'ambigu («canonisé» à son tour), suivi de Woytyła, le comédien et le théosophe, «canonisé lui aussi» : c'est fou ce que les chefs de la secte conciliaire sont enclins à s'entre-canoniser à tour de rôle ! A peine rappelé à Dieu, chacun d'eux se voit ainsi porté sur les «autels» en tant que « Santo Subito » ! Voilà ce que votre correspondant devrait commencer par flétrir, au lieu de s'en prendre aux tout derniers catholiques qui — comme l'annonçait déjà Anne-Catherine Emmerich dans une vision célèbre — tentent sincèrement, mais maladroitement, de réparer l'Eglise démolie par ses ennemis. Le seul vrai mot d'ordre à suivre en ces temps antéchristiques que nous vivons (et dont l'exploitation de l'hystérie coronavirale nous offre le prodrome sidérant), c'est *NULLA PARTEM* avec les vrais, les pires démolisseurs de l'Eglise. Et ces derniers ne sont pas ailleurs qu'au Vatican occupé depuis 1958. Si le monde entier va à la dérive, c'est parce que l'Eglise est malade depuis Vatican II, et à cet égard, les errements des institutions traditionalistes ne sont que des épiphénomènes servant à masquer les vraies responsabilités du désastre. Bref, il ne faut pas se tromper d'ennemi.

(Chacun ayant pu faire connaître librement sa position sur ce sujet dans le droit aux lettres, on en restera là, sinon on n'en finira plus. L'occupation du siège de Pierre par des intrus modernistes depuis octobre 1958 est en effet une question essentielle, lourde de conséquences. Et il est assurément regrettable que beaucoup d'organisations traditionalistes ne disent pas totalement, ou pas du tout, la vérité sur ce sujet ô combien fondamental. J.B.)

● De Michaël G :

PRÉCISIONS SUR DIÊN BIÊN PHU

Lecteur de votre journal depuis bientôt 2 ans, je ne cesse de me délecter de vos chroniques et informations fort intéressantes.

Mais je voulais vous apporter une information sur la chronique de monsieur Hannibal sur la bataille de Diên Biên Phu (RIV. du 6 mai 2020). En effet, c'est avec plaisir et délice que j'ai lu sa chronique. Car étant un militaire passionné d'histoire militaire et notamment de la bataille de Diên Biên Phu (d'ailleurs j'envisage une reconversion dessus), j'ai constaté une petite erreur qui m'a frappé. Hannibal écrit (je cite) : « *Pire, sous couleur de ne pas dégarnir le Delta et Hanoï, Cogny a truffé la garnison de troupes médiocres qui ont lâché et se sont terrées au bord de la rivière, les combattants les nommèrent «les rats de la Nam Youn»* ».

Je voulais apporter des précisions à ce sujet. La garnison est composée de troupes coloniales essentiellement. La position Béatrice était occupée par le 3^e bataillon de la 13^e Demi-brigade de la Légion étrangère (III/13^e DBLE), donc une unité loin d'être médiocre, mais le problème qu'a eu cette

unité comme beaucoup, fut le manque d'effectif car ce bataillon avait moins de 500 hommes dans ses rangs, ce qui est bien loin de l'effectif théorique. La position Gabrielle était tenue par le Ve bataillon du 7^e régiment de tirailleurs algériens (V/7^e RTA). Ce bataillon avait beaucoup de vétérans qui avaient participé à la Deuxième Guerre mondiale. Tandis que, et là je vous l'accorde, le point fortifié Anne-Marie fut occupé par le 3^e bataillon thaïs, et ce bataillon était de qualité médiocre. Mais les positions d'Anne-Marie 3 et 4 furent réoccupées par des compagnies du 1^{er} bataillon du 2^e régiment étranger d'infanterie, loin d'être médiocres. Le point fortifié de Dominique était composé du 3^e bataillon du 3^e régiment de tirailleurs algériens. Il fut vite parti en débandade car la plupart de ses officiers furent blessés ou tués et ils se sont retrouvés déstabilisés. Heureusement que le lieutenant Brunbrouck a désobéi aux ordres et qu'il avait avec lui une section du III/3 RTA. Le centre de résistance Eliane, où était le 1^{er} bataillon du 4^e régiment de tirailleurs marocains, a, malgré la légende, tenu le coup lors de la bataille des 5 collines, et les tirailleurs ont cédé sur la pression des Viêts sur Eliane 1 mais ils ont résisté sur Eliane 2. Isabelle avait le 3^e bataillon du 3^e régiment étranger d'infanterie et le 2^e bataillon du 1^{er} régiment de tirailleurs algériens. Ils ont tenu jusqu'à la nuit du 7 mai et ils ont essayé une sortie qui a échoué. Les réserves de la garnison étaient le 8^e bataillon parachutiste de choc, le 1^{er} bataillon étranger parachutiste (l'un des fers de lance du corps expéditionnaire en Extrême-Orient) et le 1^{er} bataillon de la 13^e Demi-brigade de la Légion étrangère. Ensuite comme vous le savez, la garnison fut renforcée par des bataillons parachutiste dont celui de feu Marcel Bigeard.

Concernant les fameux rats de la Nam Youn, la plupart étaient des hommes perdus sans cadres pour les emmener aux combats, des blessés amputés qui ont laissé la place aux autres blessés plus graves ou pour certains des blessés psychologiques. Mais en aucun cas des déserteurs comme le diabolique parti communiste a voulu l'affirmer. Car le chiffre de déserteur est de 24 hommes (chiffre issu des archives du service historique de la Défense).

Je pense que vous avez certainement vu les mêmes films et livres que moi, mais je vous recommande le livre biographique de Jean Luciani (lieutenant à Diên Biên Phu) « *Qui es-tu ? Où vas-tu ?* » et si vous avez l'occasion de pouvoir vous entretenir avec Ivan Cadeau qui a écrit un livre sur la bataille c'est intéressant car j'ai eu l'occasion plusieurs fois d'échanger avec lui.

● De Christian MOLINIER :

DESTRUCTION DE L'ÉCOLE

Il faut remercier Hannibal d'avoir consacré un bel article au livre de René Chiche, *La désinstruction publique* (RIV. du 15 avril 2020). Ce témoignage d'un enseignant qui constate le désastre scolaire rejoint d'autres ouvrages publiés ces dernières années sur le même sujet. À l'origine de ce désastre, on trouve ceux qu'on a appelé les « assassins de l'école ». Ils sont connus. Ce sont des pédagogues auto-proclamés, des sociologues proches du pouvoir et des syndicalistes sectaires qui ont la haute main sur le ministère et sur l'organisation de l'enseignement en France.

Leur politique destructrice a été fidèlement reconduite par tous les gouvernements depuis 1968. Cette date ne relève pas du hasard. Ce fut, comme on le sait, l'année d'une révolte des étudiants contre le capitalisme triomphant, contre les Trente Glorieuses tant vantées — celles-là même qui ont empoisonné l'air, l'eau et la terre de notre pays —, contre l'atmosphère étouffante du gaullisme finissant et sa bureaucratie méprisante et tatillonne.

Ceux qui ont connu ces années déjà lointaines se souviennent que ce soulèvement fut accompagné d'une extraordinaire effervescence intellectuelle dans tous les milieux, principalement dans ce qu'on appelle les « classes moyennes ».

Or ces années 60 ont vu également une profonde modification de la structure sociale. Une société de masse — habitat de masse, information de masse, loisirs de masse, éducation de masse — s'est substituée progres-

sivement à la société de classes, que décrivait alors de manière quelque peu anachronique le sociologue Pierre Bourdieu.

La transformation de l'école dont nous observons les effets délétères correspond chronologiquement à cette période où les gouvernants souhaitaient favoriser la « démocratisation de l'enseignement », c'est-à-dire la massification de l'école. Il y avait plusieurs façons possibles de la mettre en œuvre, plus ou moins respectueuses du développement de l'élève. Mais les journées de Mai-68 avaient fait très peur aux dirigeants du pays. En quelques jours, tous les leviers du pouvoir étaient devenus inefficaces et le contrôle des esprits leur avait échappé. D'où la solution choisie : réduire les têtes.

Parmi l'ensemble des procédés utilisés, je m'en tiendrai à ceux qui concernent directement la scolarité. Du moins aux principaux. Un premier moyen consista à imposer, sans dérogation possible, y compris dans l'enseignement libre sous contrat, la constitution de classes où se trouvent mélangés des élèves de niveaux très différents. Ce qui a pour effet, comme tout professeur le sait, de rendre l'enseignement inopérant. Dans une classe hétérogène, les meilleurs élèves s'ennuient, les moins bons n'apprennent rien, et le professeur s'épuise en vain. Le deuxième moyen fut de bannir la culture classique sous prétexte que cela avantageait les élèves issus de milieux favorisés. Le troisième moyen consista à soumettre l'enseignant à un contrôle administratif étouffant et, en somme, démotivant. Enfin un quatrième fut le passage automatique dans la classe supérieure.

C'est ainsi que le niveau des élèves s'est uniformisé par le bas et que, selon la formule en vogue dans les académies, la « fracture scolaire » s'est trouvée réduite, jusqu'à l'état catastrophique que l'on observe aujourd'hui. Le but a été atteint. L'école forme une masse inculte où le téléphone et la série remplacent le livre. Ce n'est ni plus ni moins qu'une castration intellectuelle. L'école produit des eunuques de la pensée.

Si la dénonciation de cette situation doit être fructueuse, il faut qu'elle dépasse le simple constat et remonte aux causes sociales. Ce qui se passe relève d'une volonté délibérée de transformer les classes moyennes en une masse homogène sans culture, incapable d'esprit critique, aisément manipulable. C'est pourquoi on a pu dire que les gouvernements, en France, mènent une guerre contre leur propre peuple afin de le dissoudre, de l'affaiblir, de l'avilir. L'objectif visé est de prolétarianiser les classes moyennes, de réduire leurs capacités intellectuelles et économiques afin d'assurer la pérennité d'une « élite » qui a confisqué le pouvoir administratif et le pouvoir économique (passant souvent de l'un à l'autre) et qui exerce désormais un contrôle étroit sur les médias ainsi que sur la justice. C'est de cette façon que s'est formée une nouvelle classe dirigeante et qu'est apparue une nouvelle forme de despotisme par la prise en main sournoise de tous les moyens de pouvoir tout en conservant quelques formes extérieures de la démocratie, mais en les vidant de leur substance. Ce que d'ailleurs Tocqueville avait pressenti et qu'il a décrit sous le nom de « despotisme démocratique ».

Il convient de noter que la même dépossession d'autonomie qui touche les enseignants s'applique également *mutatis mutandis* aux avocats et aux médecins, à l'ensemble des

professions libérales, soumises elles aussi à un contrôle administratif intrusif, fouineur, et à une réduction de leurs revenus.

On comprend dès lors à quel point il est essentiel d'étudier le phénomène dans son ensemble afin que naisse une réflexion collective sur la façon de s'opposer à ce qui menace de devenir, qui est peut-être déjà devenu, un danger mortel pour notre liberté de penser.



● DYvan BENEDETTI :

COMMUNIQUÉ DES NATIONALISTES

En dépit du confinement, les Nationalistes et leur chef Yvan Benedetti rendent hommage à Sainte Jeanne d'Arc. Instauré en 1920 à l'initiative de l'écrivain Maurice Barrès, alors député au parlement, la fête de Jeanne d'Arc et du patriotisme est célébrée chaque année le deuxième dimanche de mai.

En cette année où nous commémorons le centenaire de l'hommage à Sainte Jeanne d'Arc, les Nationalistes ne pouvaient se plier au confinement imposé par leur République. C'est pourquoi, et comme chaque année, Yvan Benedetti, accompagné d'une petite délégation de militants, a fait le déplacement pour venir honorer la pucelle d'Orléans à Paris place des Pyramides.

Le dépôt de gerbe a été suivi d'une cérémonie sobre et solennelle. Puis Yvan Benedetti nous a rappelé que les temps nous sont favorables, et qu'à la suite de Sainte Jeanne d'Arc, nous devons avoir le courage et la volonté de combattre pour la renaissance de notre patrie, la France.

Parce que notre honneur s'appelle fidélité et que le confinement n'arrête pas les Nationalistes, partout en France nous avons appelé nos amis et sympathisants à fleurir les statues de Sainte Jeanne d'Arc proches de chez eux.

Plus que jamais, l'espérance est Nationaliste ! Haut les cœurs ! En avant la victoire et Maître chez nous !



RIVAROL

19 avenue d'Italie 75013 Paris

Tél. : 06-40-87-72-79

Correspondance seulement

(Une permanence téléphonique est assurée le lundi et le mardi de 10h à 17h et le vendredi de 10h à 14h.)

www.rivarol.com et

www.boutique-rivarol.com

Rédaction : jeromebourbon@yahoo.fr

Administration : contact@rivarol.com

Hebdomadaire créé le jeudi 18 janvier 1951

FONDATEUR : René MALLIAVIN

(1896-1970)

Directeur de la publication et de la rédaction,

éditorialiste (depuis février 2010) :

Fabrice Jérôme BOURBON

E. U. R. L. « Editions des Tuileries », au capital de 51000 euros pour 99 ans, à partir du 20 mai 1949. Imprimerie : Paris Offset Print (POP) 30 rue Raspail, 93120 La Courneuve. — Dépôt légal : à parution — Gérant et associé : Fabrice Bourbon.

CPPAP n°0223 C 82763, ISSN n°0035 56 66.

ABONNEMENTS : 2 ans : 215 euros — 1 an : 125 euros — 6 mois : 70 euros — 3 mois : 40 euros —

soutien : 175 euros — propagande : 210 euros — 1 an (chômeurs, étudiants, lycéens, personnes en grande difficulté, ecclésiastiques et religieux) : 100 euros — Abonnement à vie à RIVAROL : 2 000 euros — Abonnement à vie à RIVAROL et à *Ecrits de Paris* : 3 000 euros.

ABONNEMENTS PAR PRÉLÈVEMENT AUTOMATIQUE : 12 euros par mois (il suffit de nous envoyer un IBAN et votre adresse postale complète).

ABONNEMENT NUMÉRIQUE 1 an : 80 euros (créer un compte sur le site <www.boutique-rivarol.com> ou prévenez-nous en envoyant un courriel).

ÉTRANGER : 1 an : 140 euros — 6 mois : 80 euros.

Supplément par avion : 24 euros pour un an et 12 euros pour 6 mois.

Pour tout changement d'adresse, joindre 2 euros et la dernière bande (ou indiquer l'ancienne adresse). Ecrire nom et adresse en CAPITALES. Délai dix jours.

Règlement par chèque établi sur une banque domiciliée en France, à l'ordre d'Éditions des Tuileries ou virement à notre compte : La Banque postale IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048 (BIC : PSSTFR PPPAR)

Il y a six cents ans, le honteux traité de Troyes

EST-IL raisonnable de croire au miracle français en ce XXI^e siècle où l'on voit tant de nos compatriotes résignés à la fin de l'Histoire de France et alors que le tyrannique président Emmanuel Macron entend exploiter l'effroi suscité par le coronavirus pour interdire le culte catholique dans notre vieux pays chrétien, pour on ne sait combien de semaines encore... ?

Pourtant, il faut croire plus que jamais au miracle ! Tout est humainement perdu ? Qu'à cela ne tienne ! L'Histoire de notre pays a été bien souvent celle de l'humainement impossible. À commencer par sa naissance en 496, qui ne s'explique que par le baptême de Clovis !

Nous ferions preuve de beaucoup d'ignorance et de beaucoup d'égocentrisme si nous prétendions que la « *grande pitié* » dans laquelle nous plonge les reniements de nos politiciens et l'indifférence de nos contemporains est totalement inédite... Que l'on songe au XIV^e siècle où tout le monde semblait avoir perdu la tête : au moment où Dieu nous envoyait la petite bergère de Domremy, tous les désordres politiques, sociaux, intellectuels, religieux qui devaient s'ériger après 1789 en faux ordre établi et dont nous vivons aujourd'hui les ultimes conséquences, empoisonnaient, depuis déjà plus d'un siècle, la vie française.

“GRANDE PITIÉ AU ROYAUME DE FRANCE”

La maladie du roi Charles VI (1368-1422), lequel, à partir de 1392, en dépit de périodes de rémission, s'enfonça de plus en plus dans l'hébétéude, eut pour effet de rendre la situation « *républicaine* ». Il avait épousé la princesse Isabeau de Bavière (1370-1435), mais la régence fut exercée par les oncles du roi, frères de feu Charles V (1338-1380) : Louis (1339-1384), duc d'Anjou, roi de Naples, premier gouverneur militaire de Paris ; Jean (1340-1416), duc de Berry, grand amateur d'art ; Philippe le Hardi (1342-1404), duc de Bourgogne, lequel, ayant épousé Marguerite de Flandre (1350-1405), riche héritière des comtés de Flandre, d'Artois, de Rethel, de Nevers et du comté de Bourgogne, put jeter les bases d'un État bourguignon qui allait se dresser en rival du royaume capétien. Ces princes ne surent qu'attiser les querelles partisans, sur fond de manipulation démagogique de la population parisienne.

La guerre civile se révéla dans toute son horreur après le sauvage assassinat, en 1407, par le fils de Philippe le Hardi, Jean sans Peur (1371-1419), nouveau duc de Bourgogne, de son cousin Louis, duc d'Orléans (1372-1407), frère du roi. Après quoi, les fidèles du défunt se groupèrent autour de Bernard (1318-1418), comte d'Armagnac, dont la fille Bonne (1395-1435) avait épousé Charles d'Orléans (1394-1465), poète et nouveau duc d'Orléans, fils de Louis. Ils brûlaient d'en découdre avec le clan Bourguignon. Situation d'autant plus suicidaire que nous étions en pleine guerre avec l'Angleterre ! Le mariage en 1396 de Richard II (1367-1400), roi d'Angleterre, avec la petite Isabelle de France (1389-1409), fille de Charles VI et de la reine Isabeau, avait pourtant laissé espérer la paix, mais Richard II fut renversé par son cousin Henri de Lancastre (1367-1413) lequel devint Henri IV et dont le fils Henri V (1386-1422), visait à ne faire de la France qu'une bouchée.

Les désastres se succédèrent comme la défaite d'Azincourt (25 octobre 1415) où

fut fauchée la plus belle chevalerie française et où Charles d'Orléans, prince et poète, fut fait prisonnier par les Anglais et devait le rester jusqu'en 1440.

Entre Armagnacs résistants et Bourguignons vendus aux Anglais, la lutte ne fit que s'envenimer. On vit à Paris se dérouler de véritables journées révolutionnaires, préfigurant la Terreur de 1793, comme celles qu'organisa Simon Caboche, à la tête de la corporation des bouchers, en 1413, quand il poussa les Bourguignons à massacrer les Armagnacs. Une faute politique du dauphin Charles (1403-1461), futur Charles VII, aggrava encore la situation : il attira Jean Sans Peur, duc de Bourgogne, à Montereau-sur-Yonne. Chacun était accompagné de dix hommes armés. Une vive discussion s'éleva et Jean Sans Peur fut tué par un homme de la suite du dauphin. Rien ne prouvait qu'il se fût agi d'un assassinat prémédité. Mais le mal était fait. Philippe le Bon (1396-1457), fils de Jean Sans Peur, fut dès lors un ennemi farouche du dauphin Charles. Il n'en fallut pas plus pour pousser dans le camp Bourguignon la louvoyante reine Isabeau de Bavière, d'autant plus que Philippe le Bon était un de ses gendres, ayant épousé la princesse Michelle de France (1395-1422), fille de Charles VI et d'Isabeau. La légitimité du dauphin était alors fortement discutée dans le clan Bourguignon : il serait, disaient les mauvaises langues, né d'une liaison d'Isabeau avec Louis, duc d'Orléans, qui fut assassiné en 1407 on sait par qui...

EXTRÊME HUMILIATION POUR LA FRANCE

Les négociations avec le roi anglais débouchèrent alors sur l'extrême humiliation de la France au traité de Troyes le 21 mai 1420 — il y a six cents ans — signé par : le roi de France Charles VI (dont la folie s'aggravait de jour en jour), le roi d'Angleterre Henri V et le duc de Bourgogne Philippe le Bon : le roi anglais devenait l'héritier du roi de France ! Isabeau, beaucoup plus soucieuse de caser ses filles que d'assurer la pérennité du royaume capétien, fit ajouter une condition : Henri V devrait épouser la princesse Catherine de France, fille de Charles VI et d'Isabeau. Ce que le roi d'Angleterre s'empressa de faire dès le 2 juin en la cathédrale de Troyes. Le bon peuple de Paris, doué d'un plus grand bon sens que les “intellectuels”, n'en continua pas moins d'acclamer affectueusement le pauvre Charles VI jusqu'à sa mort, le 21 octobre 1422, à l'hôtel Saint-Pol. En novembre de cette même année 1422, était décédé aussi le roi Henri V d'Angleterre, laissant les couronnes d'Angleterre et — prétendument — de France à un enfant de neuf mois, le futur Henri VI, que le roi venait d'avoir de Catherine de France. A peine né, le double et incertain royaume, devenait un pays dont le prince était un enfant. Le frère du roi défunt, Jean de Lancastre, duc de Bedford, devint régent des deux couronnes ; il allait, étant toujours à cours d'argent, donc devant augmenter lourdement les impôts, connaître une grave impopularité des deux côtés de la Manche. Il avait épousé Anne de Bourgogne (1404-1432), sœur de Philippe le Bon. Ces gens d'affaires s'unissaient beaucoup entre eux...

LE CALVAIRE DU “GENTIL DAUPHIN”

De son côté le vrai dauphin, *de jure* Charles VII, retiré à Bourges, avec son épouse Marie d'Anjou (1404-1463), fille

de Louis (1377-1417), duc d'Anjou, roi de Naples, et de Yolande d'Aragon (1381-1442), voyait son royaume lui échapper, livré aux grands félons, à l'Université, au haut clergé, tous ralliés à l'Occupant, qui dévastait les campagnes et maltraitait le petit peuple. Charles n'était plus guère respecté en dehors de la région de Bourges où il résidait chichement avec son épouse, dînant de deux petits poulets sans chair et de la queue d'un maigre mouton. Il semblait que c'en était fini du royaume de France. Il se croyait abandonné de tous et point du tout sûr, même, d'être le fils de son père ! Il ne pouvait, alors, pas savoir qu'une petite bergère lorraine priait tous les jours pour lui et son royaume... Bientôt les voix de l'archange saint Michel et des saintes martyres Marguerite et Catherine allaient dire à cette Française, fière de l'être, qu'avec l'aide de Dieu, il était possible de le rester.

Le drame de la France d'alors ne peut être considéré indépendamment de celui que vivait toute la chrétienté, livrée à des volontés de puissance mercantiles. La foi avait fléchi et beaucoup cherchaient à chasser le surnaturel de la cité politique. Les philosophes à la mode séparaient les fins spirituelles des individus des fins temporelles des États : déjà le laïcisme ! Pendant tout le XIV^e siècle, de grands débats avaient secoué, affaibli et divisé l'Église où certains préconisaient la supériorité des conciles sur la papauté et où l'on avait vu deux papes, même trois, régner en même temps !

Le laisser-aller spirituel a toujours des conséquences temporelles : la perversion des hommes de Dieu (l'évêque Pierre Cauchon enseignait à la Sorbonne à Paris) creusait le lit des idéologues, lesquels n'avaient de cesse de prêcher la laïcisation des rapports sociaux au profit des puissances d'argent hostiles aux contraintes. Des théoriciens rêvaient d'une organisation supra-nationale sans Dieu, essentiellement fondée sur des intérêts mercantiles.

Ainsi s'éclaircissent les ambitions du clan Bourguignon : il était le parti européiste d'alors : depuis que Philippe le Hardi, duc de Bourgogne, s'était enrichi considérablement, il se proposait de reconstituer sur les ruines d'une partie de la France un royaume lotharingien (le vieux rêve anti-capétien !) qui serait comme l'épine dorsale d'un nouvel ordre européen. Le traité de Troyes fut l'expression de ce “libéralisme” effréné. Relisons Pierre Virion 1 : « *Ainsi avec l'Angleterre agrandie des trois quarts de la France et poussant son trafic jusqu'en Orient, avec les puissances commerciales d'Allemagne, une sorte de condominium, de “marché commun”, dirions-nous, est en vue dont le futur royaume de Bourgogne serait le centre.* »

Il est facile de deviner les ressemblances avec notre début de XXI^e siècle : on a seulement ajouté depuis 1789 l'ersatz de religion qui est censé souder le monde sans foi, sans nations, sans racines : les Droits de l'Homme. En leur nom, aujourd'hui, on culpabilise, on diabolise, on pousse à la repentance tous les récalcitrants au faux ordre maëstrichien qui n'entendent pas être réduits à de simples consommateurs... Il nous faudra bien un jour sortir de cet étouffoir mondialiste et totalitaire qui, maintenant, resserre chaque jour un peu plus ses contraintes avec l'effroi que l'on nous inculque devant le coronavirus...

JEANNE AU SECOURS !

Il nous faudrait une nouvelle sainte Jeanne d'Arc laquelle vint de Domrémy au printemps 1429 persuader le « *gentil dauphin* » que seule une intervention du Ciel pouvait sortir la France du gouffre où elle s'enfonçait. Avec la gaieté de ses dix-sept ans, une foi chevillée au corps, beaucoup d'humilité et une espérance fondée en Dieu plus que dans les hommes, elle n'entra dans aucun parti, dans aucune par-

lote intellectuelle, elle ne « dialogua » en rien avec son siècle, elle ignore toutes les légalités établies, et, s'ils avaient existé à l'époque, tous les confinements imposés, tous les masques défigurants...

Aussi alla-t-elle droit au but. Joignant un sens aigu des nécessités temporelles à une soumission totale à l'ordre surnaturel, elle combattit, bien sûr, les Anglais — mais sans le moindre esprit de haine — et surtout, délivrant, le 8 mai 1429, Orléans, l'ultime poche de résistance à la démission nationale, que le duc de Bedford s'apprêtait à anéantir, elle galvanisa les ardeurs des Français trop longtemps trompés et ouvrit la route de Reims afin de rendre possible le rétablissement de la légitimité en confirmant, dès le 17 juillet 1429, dans la cathédrale resplendissante, le pacte de Clovis avec le Ciel. Le but était religieux, mais les moyens étaient politiques : la France existait par son roi légitime ; il fallait d'abord que celui-ci régnât, Oint du Seigneur, de droit divin, avec qui nul n'oserait entrer en compétition !

Jeanne aurait pu changer le régime : des républiques nées de l'anarchie médiévale pullulaient le long de la mer du Nord et des mers d'Italie, mais leur spectacle d'instabilité et de l'ôte-toi de là que je m'y mette, ne lui disait rien qui valût. Sans doute, de bonnes âmes lui soufflèrent-elles des discours du genre : pourquoi s'obstiner à rétablir le roi légitime ? Il suffirait de demander des processions, des pèlerinages et des messes par tout le royaume, de transformer ainsi ce peuple en un peuple d'anges pour que tout le monde s'entendît et que l'on n'eût plus besoin de se battre. Ce discours démocrate-chrétien avant l'heure, elle l'entendit peut-être de quelques bouches amies de l'ennemi. Mais elle le repoussa.

Politique d'abord ! Il fallait que Charles VII fût sacré (« *C'est VOUS et non un autre !* ») pour qu'il recouvrât toute son autorité face au roi anglais usurpateur, aux puissances mercantiles et aux clercs dévoyés. Alors, la France put redevenir elle-même, chasser les utopies et l'esprit partisan, reprendre conscience de son destin national incarné d'âge en âge par la lignée capétienne. Envisageant l'action politique comme la forme la plus éminente de la charité, elle avait rétabli un ordre au sommet, condition de l'ordre dans tous les autres domaines ; ce faisant, elle avait œuvré pour la France, mais aussi pour un ordre international fondé sur la justice entre les nations (les Français chez eux, les Anglais chez eux) et sur leur complémentarité, qui exclut aussi bien l'érection d'une nation en impérialisme que l'abandon à l'idéologie matérialiste cosmopolite.

L'ÉTENDARD DE LA DÉLIVRANCE

Ce langage était trop incompréhensible pour des hommes s'accommodant de la Révolution et trouvant dans cette espèce de gouvernance anglo-européiste issue du traité de Troyes, préfiguration du traité de Maëstricht au XX^e siècle, leur intérêt, comme les puissances d'argent, ou leur confort intellectuel, comme les évêques style Cauchon qui y voyaient un moyen de justifier leurs insubordinations. Ils infligèrent à Jeanne une passion qui fut semblable à celle de Notre-Seigneur Jésus-Christ, mais, comme la Croix, son sacrifice sur le bûcher de Rouen, le 30 mai 1431, ne fut point un échec.

Pour tous ceux qui sont aujourd'hui fiers d'être catholiques et français, elle reste un exemple à suivre dans la débâcle actuelle : nous nous trouvons actuellement dans la situation d'Orléans en mai 1429. Nous résistons sur le dernier bastion. Orléans, aujourd'hui, c'est nous ! Sommes-nous prêts pour l'ultime sacrifice, qui est le prix de la liberté de la patrie ?

Michel FROMENTOUX.



L'Arabie Séoudite a-t-elle perdu la guerre au



pour les populations civiles, qui meurent désormais de faim, en masse. Le port stratégique de Hodeïda est toujours situé sur la ligne de front. Il fait l'objet d'un cessez-le-feu théorique local, afin de permettre précisément de débarquer des convois humanitaires de nourriture. Mais il n'est vraiment respecté par aucun des deux belligérants. Et l'approvisionnement en nourriture est donc coupé.

L'ARABIE SÉOUDITE a envahi le Yémen, le pays méridional voisin, au printemps 2015. Aujourd'hui, exactement cinq ans plus tard, elle n'est manifestement pas en train de gagner cette guerre, bien au contraire. Le contexte actuel d'effondrement des prix pétroliers, autour de 25 dollars le baril, un plus bas historique, pourrait forcer l'Arabie Séoudite, pays pétrolier par excellence, cette guerre devenant difficilement finançable, à chercher vraiment des solutions, des solutions acceptables par les Yéménites, à ce conflit. Pourtant, rien ne laisse hélas vraiment présager une authentique dynamique de paix dans les mois ou les années à venir.

LES GRANDES ÉTAPES DE LA GUERRE SÉOUDIENNE AU YÉMEN

Cette intervention militaire séoudienne au Yémen a suivi immédiatement la prise d'Aden par les milices chiites Houthis. Aden est le principal port du Yémen et sa capitale économique. Les Houthis, partis de leurs montagnes du Yémen occidental, étaient-ils sur le point de s'emparer de l'ensemble du Yémen ? Il est évidemment impossible d'y répondre, mais cette perspective avait constitué une situation jugée insupportable par Riyad, car présentée, ou perçue, comme le résultat d'un complot manifeste de Téhéran — ce qui est faux —, afin d'encercler l'Arabie Séoudite.

L'Iran, puissance hostile, leader des chiites du monde, est en effet située au Nord de l'Arabie Séoudite, qui se veut la puissance protectrice de tous les sunnites, puisqu'elle abrite sur son sol les villes saintes musulmanes de La Mecque et Médine. Rappelons toutefois, sans faire de l'Iran un Etat innocent, que le plus agressif des deux au cours des trois dernières décennies a clairement été l'Arabie Séoudite. Elle souhaite la destruction de l'Iran, par éclatement du pays selon les lignes de failles ethniques et religieuses, alors que l'inverse n'est, semble-t-il, pas vrai. Cette politique séoudienne est inscrite dans le temps long, et celle que mène le prince-héritier Mohammed Ben Salmane, sous une forme particulièrement peu modérée et diplomatique, est bien davantage en continuité qu'en rupture avec ses prédécesseurs.

En 2015, les Houthis ont été chassés, par l'armée séoudienne et ses alliés, du Sud et du Centre du Yémen, peuplés de sunnites hostiles. En revanche, ils n'ont cessé de contrôler le cœur montagneux de l'Ouest du Yémen ; cet Ouest est appelé conventionnellement "Nord", par référence historique à l'ancien Yémen du Nord du temps de la partition en deux Etats. Ils ont perdu le contrôle d'une partie de la côte occidentale, en 2017-2018, ce qui a un peu compliqué leur ravitaillement en armes — qui n'a pourtant pas cessé, en provenance d'Iran notamment —, et coupé en revanche les importations de nourriture

Les combats principaux ont lieu actuellement ailleurs, au Nord et surtout au Nord-Est de ces montagnes occidentales du Yémen. Les Houthis ont remporté depuis l'automne 2019 une série de succès tactiques sur ces secteurs. Ils ont avancé de plusieurs dizaines de kilomètres dans toutes les directions. Ils n'hésitent pas non plus à mener des raids réguliers de quelques kilomètres, traversant le front septentrional qui correspond à peu près à la frontière internationale, sur le territoire séoudien lui-même ; ces attaques, surtout symboliques, n'en ont pas moins un impact médiatique réel dans le pays, et obligent Riyad à des déploiements importants de troupes tout le long de la frontière.

Au printemps 2020, ces succès tactiques pourraient se transformer en succès stratégiques, en dégageant complètement les approches de Sanaa, la capitale du Yémen. Sanaa est restée constamment aux mains des Houthis durant tout le conflit. Ils y ont établi et maintenu leur propre gouvernement. Une poursuite de l'avance des Houthis vers l'Est, dans la région de Marib, pourrait mettre en péril la route terrestre principale reliant Aden à l'Arabie Séoudite, vitale pour l'approvisionnement des troupes séoudiennes. Ces dernières ont perdu plusieurs milliers d'hommes, avec des captures de régiments entiers par les Houthis, ce qui a d'ailleurs révélé qu'ils étaient en fait constitués majoritairement non de Séoudiens, mais de mercenaires soudanais. Ces derniers, surtout après cinq ans de guerre, sont apparus comme peu motivés. Aussi est-il désormais couramment posé cette question simple et directe : l'Arabie Séoudite a-t-elle perdu la Guerre du Yémen ?

LE YÉMEN, LE MALHEUREUX VOISIN DE L'ARABIE SÉOUDITE

Si le Yémen est bien moins étendu que l'Arabie Séoudite, chose évidente sur une carte régionale ou un planisphère, il possède tout de même une superficie de 530 000 kilomètres carrés, équivalente à celle de la France métropolitaine. C'est donc un grand pays, difficile à contrôler, d'autant plus qu'il est montagneux et dispose de très longues côtes — situation propice à tous les trafics —. La population indigène est équivalente à celle du grand voisin, avec près de 30 millions d'habitants. Le peuplement y est donc aussi beaucoup plus dense. La démographie y est aussi beaucoup plus dynamique, avec des familles encore très nombreuses — ce qui n'est plus le cas depuis une ou deux générations en Arabie Séoudite —. Elles sont frappées par le conflit, par les combats et la famine, avec un grand nombre de morts ; mais il est possible que la population continue à croître quand même.

L'Arabie Séoudite, pays riche, héberge des millions de travailleurs immigrés, très contrôlés, ce qui n'est pas le cas du tout du Yémen, pays pauvre, aux richesses pétrolières très limitées, et qui subit une guerre

intense sur son sol. Le Yémen souffre de la famine depuis plusieurs années. L'agriculture, richesse traditionnelle de l'Arabie Heureuse des Anciens, n'est plus en mesure de nourrir une population multipliée par 10 en un siècle, et a été affectée en outre par la guerre. L'agriculture reste soumise aux variations de la pluviosité, importante et régulière dans les montagnes occidentales, très variable dans l'Est — sans que ce soit pour autant le désert au sens strict —. Les réseaux d'irrigation, vitaux dans beaucoup de régions yéménites, ont été détruits par la guerre.

Le seul point positif de cette situation calamiteuse actuelle est que le Yémen a pleinement retrouvé son homogénéité ethnique. Le demi-million de Somaliens, vrais ou faux réfugiés, présents en 2010, a intégralement, ou quasiment, pris le chemin de retour dans la mère-patrie somalienne. Comme quoi c'est parfaitement possible. Les Yéménites, eux vraiment pauvres, et qui pourraient fuir des combats des plus réels et intenses, ont peu emprunté encore les routes de l'exode. Ils n'en ont pas les moyens, et l'Arabie Séoudite a fait construire un mur à sa frontière, afin d'empêcher précisément une éventuelle invasion de réfugiés yéménites. Le demi-million de déplacés yéménites a été placé dans des camps au Sud de la frontière. C'est exactement ce qu'essaye de réaliser la Turquie en Syrie du Nord actuellement.

Avec cette homogénéité ethnique retrouvée, tous les habitants du Yémen sont des Arabes. Chose repérable par les bons arabisants, ils possèdent un même accent particulier reconnaissable, peut-être hérité en partie des langues sémitiques préarabiques. Cela ne gomme pas pour autant la différence fondamentale : les chiites, dans la variante zaïdite, qui reconnaît cinq Imams comme guides inspirés par Allah après Mahomet — contre douze pour les chiites iraniens —, présents dans les montagnes du Yémen occidental, s'opposent aux sunnites, présents dans tout le Sud, l'Est, et sur la côte occidentale.

LA FAMINE COMME ARME DE GUERRE

La famine est délibérément utilisée comme arme de guerre par l'Arabie Séoudite. On se situe au cœur des définitions de crimes de guerre et crime contre l'humanité. Pourtant, les bonnes consciences internationales, si promptes à l'indignation d'ordinaire, ont manifestement été achetées, et ont fait preuve d'un silence assourdissant à ce sujet. Les crimes, très largement imaginaires — même si aucune guerre civile n'est sans crimes, pour aucun camp —, de l'armée nationale de Bachar el-Assad en Syrie, ont été bien davantage évoqués durant les années récentes.

Il est impossible de trouver des informations fiables sur la famine en cours au Yémen, qui affecte d'ailleurs à peu près tout le pays, sauf Aden, grand port bien approvisionné. Le Nord-Ouest chiite subit un blocus délibéré, terrestre et maritime, et l'Est souffre d'une désorganisation totale des échanges et des approvisionnements du fait du contexte de guerre et de disparition de toute autorité étatique. Combien y-a-t-il eu de morts de faim depuis 2015 au Yémen ? Les statistiques officielles onusiennes, qui n'attestent que de quelques dizaines de milliers de morts, s'avèrent peu crédibles. Les morts se comptent vraisemblablement en centaines de milliers, voire au-delà du million. Et l'on ne parle donc jamais ou presque de cette famine... Elle est seulement mentionnée dans les campagnes annuelles de fin d'année d'appels aux dons d'associations humanitaires internationales, où il est d'ailleurs question de 5 à 6 millions de Yéménites en situation d'urgence alimentaire, jamais du nombre de morts passés. On peut supposer prudemment 10 % de morts

effectifs parmi les populations les plus menacées, ce qui donnerait une estimation de 500 000 à 600 000 morts.

Ce crime de masse manifeste justifie, de leur point de vue, les représailles des Houthis : leurs drones chargés d'explosifs ont pu frapper, de manière rare, mais spectaculaire, des aéroports ou des champs pétroliers séoudiens. La haute indignation manifestée à cette occasion par l'Arabie Séoudite a été, elle, bien répercutée dans les médias internationaux. Les médias états-unis dénoncent très souvent dans ces quelques épisodes, marginaux à l'échelle de la guerre, la preuve de la présence militaire iranienne, et singulièrement de la force paramilitaire bien entraînée des Gardiens de la Révolution, au Yémen. La présence de quelques conseillers techniques militaires iraniens aux côtés des Houthis est en effet très possible, sinon probable, mais elle ne saurait justifier l'offensive séoudienne au Yémen, et encore moins la famine délibérée utilisée comme arme de guerre contre les populations chiites soutenant les Houthis.

Riyad a peut-être espéré obtenir une capitulation des Houthis contre la fin du blocus : cela aurait été alors un très mauvais calcul, car cette famine entretenue a soulevé une haine considérable, une volonté de vengeance — accrue aussi par les bombardements réguliers sur les villes —, et s'intègre pleinement dans le culte chiite très développé des martyrs. Les Houthis ont plus que jamais réussi à maintenir leur emprise sur les populations chiites — chose pas si évidente, car ils recrutent surtout pour les dirigeants dans les tribus chiites les plus septentrionales —, et à consolider la volonté de poursuivre la guerre à outrance, ou du moins jusqu'à leur victoire. Cet état d'esprit n'aide pas à l'avancée des négociations de paix, permanentes malgré les combats.

Il faut signaler aussi des victimes civiles collatérales, non voulues, mais très nombreuses, de cette famine au Yémen, dans l'Est du pays. L'administration officielle yéménite, collaborant avec l'Arabie Séoudite, n'est pas vraiment de retour en Hadramaut, et, à défaut, les Séoudiens n'ont pas mis en place non plus un régime d'occupation militaire assurant un minimum d'ordre, et précisément le ravitaillement et donc la survie des populations. L'incompétence, l'imprévoyance, le disputent à la cruauté, délibérée contre les chiites.

LE GOUVERNEMENT SÉOUDIEN ET LA GUERRE AU YÉMEN

Cette guerre a été dès l'origine particulièrement soutenue, voulue, par le prince-héritier Mohammed Ben Salmane ; s'il n'a pris totalement les rênes de l'Arabie Séoudite, de façon progressive, qu'en 2017, cette guerre au Yémen a été très vraisemblablement dès l'origine son idée. Son père, le roi Salmane, venait d'accéder à la fonction suprême en janvier 2015. De façon paradoxale, le prince Mohammed a sur ce sujet partagé l'opinion des milieux sunnites piétistes — wahhabites — les plus excités, alors qu'il est lui, selon les critères séoudiens, sur le plan religieux, plutôt libéral. Ce libéralisme relatif n'exclut pas un système de gouvernement très autoritaire, avec emprisonnements, voire assassinats, d'opposants, à l'intérieur comme à l'extérieur.

Beaucoup d'analystes, notamment arabes, qui osent aujourd'hui parler d'un échec séoudien majeur manifeste, analyse très soutenable, participent aussi, consciemment ou non, de l'action de la discrète mais réelle opposition oligarchique séoudienne. Elle est composée des nombreux membres de la famille régnante, qui rêvent de renverser le prince-héritier et de rétablir le complexe partage traditionnel du pouvoir entre cousins. Les campagnes répressives régulières de Mohammed Ben Salmane contre ses cousins, incarcérés pour corruption ou complots politiques — deux accusations

Yémen ?

généralement crédibles, même si les procès ne sont pas équitables —, ne fait probablement que renforcer leur détermination.

Que pense la population séoudienne de cette expédition durable au Yémen ? Il est très difficile de le savoir dans un pays qui ne possède pas de liberté d'expression. Sur les réseaux sociaux, les "tendances" sont manifestement très fortement suggérées par le pouvoir, qui paie les opérateurs. Cela se combine avec l'omniprésence de la censure pure et simple.

Nous proposerons toutefois quelques réflexions sur ce sujet, sans prétendre posséder de certitudes. La population séoudienne est avant tout peu directement concernée par la guerre. L'armée séoudienne est dans les faits constituée de professionnels, souvent choisis selon des critères tribaux, assez opaques, et emploie de très nombreux mercenaires. Les milliers de morts des forces séoudiennes n'ont donc pas affecté l'opinion publique séoudienne comme aurait pu le faire par hypothèse une armée de conscrits — on ne peut que songer au cas bien connu de l'armée américaine au Vietnam —. Il semble même qu'il y ait eu en 2015-2016 une attitude générale globalement favorable à la guerre, par soutien patriotique à son armée et volonté de soutenir des frères sunnites contre les chiites honnis, et *a fortiori* des chiites dénoncés comme complices de l'Iran. Mais, en 2020, la population séoudienne serait assez lasse de cette guerre interminable. Elle aspire davantage à des dépenses sociales à son profit qu'à une coûteuse guerre, à la conclusion impossible ou malheureuse.

UNE OPÉRATION DE POLICE INTERNATIONALE SELON LES NORMES DE L'ONU ?

Le gouvernement séoudien bien sûr n'a jamais présenté les choses, depuis le printemps 2015, comme une invasion de son voisin méridional, et ce parce que le gouvernement de fait installé au Yémen, dominé par les Houthis — un parti-milice chiite —, n'était pas à son goût. Officiellement, Riyad aurait répondu à l'appel au secours du gouvernement yéménite légitime, seul officiellement reconnu par la prétendue communauté internationale, et exilé en Arabie Séoudite, dirigé par le président Abdrabbo Mansour Hadi. Il prétend diriger le Yémen depuis février 2012.

Dans les faits, le président Hadi n'a jamais rien contrôlé, et depuis 2015 n'a jamais effectué que de courts séjours à Aden, capitale économique et capitale provisoire proclamée ; il a passé l'essentiel de son temps en exil en Arabie Séoudite, avec une grosse moitié de ses ministres. Cet exil permanent n'aide pas à sa crédibilité au Yémen : il paraît fuir les souffrances des populations et n'être qu'une marionnette de Riyad, ce qui est assez vrai. Ce gouvernement yéménite officiel s'avère même très impopulaire à Aden. Aden se situe au cœur de la zone séparatiste sudiste, qui

refuse donc un grand Yémen unifié, encore moins sous protectorat séoudien. En outre, le président Hadi n'est en fait soutenu vraiment par aucune tribu dans le pays.

L'invasion séoudienne de 2015 avait été présentée donc comme une opération de police internationale selon les normes de l'ONU, et réalisée non pas par la seule Arabie Séoudite, mais par une vaste coalition internationale, avec des pays de la Péninsule Arabique comme les Emirats Arabes Unis, et d'autres un peu plus éloignés du Soudan au Pakistan. Il y a d'ailleurs une ambiguïté manifeste pour beaucoup de pays sur la liste d'une vingtaine, voire d'une trentaine, de participants, détaillée par Riyad en de nombreuses circonstances. Officiellement, Islamabad comme Khartoum n'ont accordé qu'un soutien diplomatique à l'Arabie Séoudite. Mais de nombreux mercenaires soudanais et pakistanais ont combattu et combattent encore sur place, armés et équipés par Riyad. Ce fait s'avère inavouable selon les normes internationales de l'ONU tant vantées par ailleurs, car elles interdisent absolument le mercenariat.

Beaucoup d'interventions militaires internationales effectuées au nom de gouvernements théoriques largement fictifs des pays concernés, sinon toutes, tournent mal, faute de relais politiques, et en particulier de relais politiques convaincus et durables, au sein des populations locales concernées. Les exemples sont particulièrement nombreux de l'Afghanistan à la Somalie.

LA PRÉSENCE FORTE D'AL-QAÏDA ET LE SÉPARATISME ORIENTAL DE L'HADRAMAOUT

Dans un premier temps, au printemps et à l'été 2015, l'Arabie Séoudite a pu compter sur la détestation religieuse de la majorité de la population yéménite, à 60 % sunnite, en particulier dans l'ancien Yémen du Sud (1967-1990), au Sud et à l'Est du pays, très hostile donc aux Houthis chiites. Mais cette donnée fondamentale n'a pas apporté un appui politique durable à l'intervention internationale.

En effet, comme souvent, il a manqué un projet politique clair, constructif, positif, capable de séduire les populations concernées. « *Combattre le terrorisme* » a été le mot d'ordre unique de l'intervention séoudienne, soit selon Riyad affronter les Houthis, le Califat — implanté très localement dans les montagnes sunnites centrales —, voire en théorie Al-Qaïda. Al-Qaïda a été ajoutée à la liste manifestement sous la pression de Washington, d'Obama comme Trump. Al-Qaïda, du reste strictement combattue en Arabie Séoudite, car opposée historiquement à la dynastie des Séouds, et au projet personnel modernisateur du prince Mohammed Ben Salmane, a été largement tolérée au Yémen : ses combattants sont en effet très motivés à la perspective de combattre les chiites, et se concentrent plutôt sur ce combat, refusant en principe d'affronter sur le terrain yéménite d'autres sunnites, à commencer par l'armée séoudienne. Le Califat, lui, fait la guerre à tous les « apostats de l'Islam », soit tous les musulmans qui refusent son autorité, chiites bien sûr, comme sunnites, d'où un succès finalement limité au Yémen.

Il y a donc eu une alliance ou quasi-alliance inavouable sur le terrain yéménite entre Riyad et Al-Qaïda. Cette entente globale a été certes ponctuée de quelques affrontements locaux, pour le coup, eux, très médiatisés de façon délibérée. Ils ont eu lieu particulièrement lorsqu'Al-Qaïda, seule grande force politique organisée de l'Hadramaout — Est du Yémen —, a tenté, à plusieurs reprises, de s'emparer purement et simplement de cette province et d'y imposer son autorité quasi-étatique. Les États-Unis ne l'auraient pas supporté. En Hadramaout domine une situation d'anarchie, anarchie combattue par les tentatives de mises en place de contrôle territorial par Al-Qaïda, et, de façon concurrente, les tribus traditionnelles. Ces dernières ont proclamé une allégeance théorique au gouvernement yéménite soumis à l'Arabie Séoudite. Mais elle n'est précisément que théorique, et ces tribus s'aff-

frontent aussi entre elles suivant leurs rivalités traditionnelles.

Si l'on ne peut pas parler de sympathie véritable des populations de l'Hadramaout à une alliance durable avec l'Arabie Séoudite, cette région reste la moins hostile à Riyad de tout le Yémen. Un courant séparatiste ancien aspire à établir un Emirat Islamique d'Hadramaout, indépendant de Sanaa et d'Aden, et qui serait durablement lié à Riyad. Il offrirait ainsi par son intermédiaire une façade maritime sur la Mer d'Oman à l'Arabie Séoudite, ce qui permettrait de rejoindre directement l'Océan Indien, sans passer par les mers étroites et dangereuses, au moins en cas de guerre, du Golfe Persique et de la Mer Rouge. Des projets de pipelines et de gazoduc, partant des champs séoudiens pour aboutir aux ports de l'Hadramaout ont déjà été sérieusement évoqués.

Le prince-héritier séoudien, célèbre pour ses propos mégalomanes, a même évoqué publiquement le creusement d'un canal maritime entre le Golfe Persique et la côte orientale de l'Hadramaout. Une simple consultation de cartes du relief et du climat démontre l'impossibilité technique de la chose — sinon de façon absolue, du moins dans une approche un minimum réaliste —, avec la traversée sur des centaines de kilomètres des déserts séoudiens et la percée de montagnes yéménites hautes de plus de 500 mètres, même si ce sont les plus basses des montagnes yéménites.

LE SÉPARATISME SUDISTE D'ADEN

La région d'Aden, d'où ont été chassés les Houthis au printemps et à l'été 2015, peuplée de sunnites, n'est, quant à elle, pas favorable pour autant non plus à l'invasion séoudienne. Cette région, 3 ou 4 provinces autour d'Aden, constitue le berceau de l'ancien Yémen du Sud. Cette ancienne république socialiste, absorbée par le Yémen du Nord lors de la réunification de 1990, a cultivé la nostalgie de son indépendance, et de l'insurrection écrasée par la force de 1994 pour la retrouver.

Les Emirats Arabes Unis, en théorie fidèles alliés dans cette intervention de l'Arabie Séoudite, ont joué un jeu particulièrement trouble à Aden et sur l'île de Socotra, en soutenant ce mouvement séparatiste. Ils ont en principe, sous pression de Riyad, cessé de le faire. L'ont-ils fait vraiment ? La grande majorité des forces de choc émiratistes, efficaces au combat, en s'appuyant sur les chars lourds Leclerc — seul succès à l'export de cet excellent char, obtenu d'ailleurs financièrement à perte —, sont, semble-t-il, reparties effectivement. Un doute demeure toutefois sur le retrait du soutien politique — et donc financier, dimension essentielle — émirati aux séparatistes d'Aden, dont le mouvement paraît politiquement plus vif que jamais, avec de grandes manifestations populaires en avril 2020.

Ce mouvement réclame la restauration de l'ancien Yémen du Sud, dans ses frontières de 1967, ce que refuse tout l'Est de cet ancien pays, l'Hadramaout. Les structures claniques et la culture politico-religieuse sunnite très conservatrice de l'Hadramaout commandent un refus absolu de toute association avec des communistes — ou perçus comme tels — et leurs descendants à Aden. Que reste-t-il du socialisme progressiste du Yémen du Sud à Aden ? Il n'est pas évident d'y répondre, mais la région semble épargnée par la surexcitation religieuse djihadiste du pays, qui dresse particulièrement les uns contre les autres musulmans sunnites et chiites du Yémen.

Il est vrai que l'intervention séoudienne, et, dans une bien moindre mesure, ne serait-ce qu'à cause de moyens financiers bien plus réduits et de difficultés logistiques, celle de l'Iran, pour le camp chiite opposé, n'ont rien arrangé à la guerre civile yéménite. Mais elle était déjà en cours, sinon de façon permanente, du moins depuis 2011 et les printemps arabes. Ces manifestations panarabes de rue ont renversé le fragile régime de Sanaa, pour aboutir comme souvent à l'effondrement de



l'Etat et à la guerre civile, et l'invasion étrangère, soit un résultat bien pire que la situation antérieure.

LA SOLUTION IMPOSSIBLE : LA PARTITION EN TROIS DU YÉMEN ?

La seule solution logique au conflit du Yémen, permettant d'instaurer une paix durable, ou du moins un espoir de paix durable, serait la partition en trois du Yémen, avec un Yémen du Nord restauré, centré sur les régions chiites favorables aux Houthis, un Yémen du Sud restauré mais réduit à Aden, ses environs et Socotra, et un Emirat Islamique [sunnite] d'Hadramaout à l'Est.

Pourtant, cette solution est absolument refusée pour l'instant pour des raisons de principe onusien et de prestige personnel par le prince Mohammed Ben Salmane. Un retrait de la moitié occidentale du Yémen, de Marib comme Aden, serait considéré comme un échec personnel par ses opposants en Arabie Séoudite. En outre, l'ONU a pour politique de ne pas favoriser l'éclatement des Etats existants. Cet éclatement est souvent en effet la source de conflits nouveaux, ou la poursuite de ceux existants : par exemple un Yémen divisé en deux selon la frontière de 1967 verrait se poursuivre la guerre en Hadramaout, la région refusant l'autorité d'Aden. Et un monde non pas à 200 Etats, mais à 600 voire 1000, serait probablement absolument ingouvernable pour les grandes instances mondialistes. Le monde s'en porterait-il nécessairement plus mal ? Ce n'est pas certain. Toutefois, chaque sécession réussie paraît comme un encouragement pour les autres sécessions envisageables. Ainsi, toute sécession du Kurdistan irakien a-t-elle été fermement refusée non seulement par le gouvernement irakien, mais aussi pour les gouvernements des pays voisins, la Syrie, la Turquie, l'Iran.

Quant au prince-héritier Mohammed Ben Salmane, il affirme donc officiellement toujours tenir à la thèse d'un Yémen unifié, qui serait dans les faits dans son ensemble vassal de l'Arabie Séoudite. Cette ambition paraît chaque jour moins réaliste. Outre les défaites récentes, se posera très bientôt la question de la paie des milliers, voire dizaines de milliers, de mercenaires de l'armée séoudienne. Riyad ne peut que faire face à une crise budgétaire grave du fait de l'effondrement historique des cours pétroliers en 2020. En outre, Mohammed Ben Salmane a déjà lancé des idées contraires, en particulier au sujet d'une indépendance de l'Hadramaout. Ainsi, peut-être que malgré tout, il travaillerait, bien tard, à la seule solution réaliste du conflit.

Cette partition de fait pourrait prendre aussi la forme d'une confédération formelle, avec un Etat théorique commun vidé de son contenu, un peu comme la Belgique. Mais ce modèle belge, ou bosniaque, précisément ne satisfait personne, et apparaît des plus douteux.

Enfin, le courage et le réalisme politiques ne sont vraiment pas les qualités principales des différents acteurs de ce conflit. Tous les belligérants sont loin d'être disposés aux compromis nécessaires : ainsi les Houthis réclament tout le Yémen, ou les séparatistes d'Aden tout le Yémen du Sud, exigences maximalistes qui n'aident nullement à la résolution du conflit. La poursuite sans fin de cette guerre, même après un retrait séoudien, hypothèse crédible à terme, semble hélas le scénario le plus probable pour le Yémen.

Scipion de SALM.

Comment trouver RIVAROL en kiosques ?

Sur la page accueil de notre site www.rivarol.com, cliquez sur l'onglet « *Points de vente* » et vous aurez ainsi accès à l'intégralité des points de vente actualisés de RIVAROL dans toute la France, classés par département. Vous pourrez ainsi trouver plus facilement l'hebdomadaire de l'opposition nationale près de chez vous.

Corruption et putréfaction tous azimuts !

A QUOI CELA sert-il que des journalistes se décarcassent pour dévoiler la carrière du prosélyte Gabriel Matzneff et son réseau de vieux chiens si l'immense majorité du métier (les scribouillards de la presse *mainstream*) reprend ses habitudes en relayant les porcs qui font tout le cirque de cette ferme aux animaux ? Le cadavre de la vieille saucisse Matzneff encore chaud des révélations infernales qui l'ont abattu dans un déluge de souffre, la journalillerie a réajusté ses oeillères comme le citadin du monde d'après tire sur l'élastique de son masque anti-covid 19 sur le quai d'une station de métro. Ce bataillon de vermisses, véritable population de domestiques qui s'interdisent de penser pour servir au mieux, continue de relayer leurs maîtres, comme si de rien n'était, les Cohn-Bendit, les Jack Lang, les Frédéric Mitterrand. Sans que rien d'impérieux ne puisse justifier qu'on leur serve ainsi la soupe. Non, c'est effarant, vraiment. Je ne comprends pas. Les journalistes de la presse *mainstream* qui ont travaillé sur l'affaire Matzneff sont les mêmes qui relaient aujourd'hui les propos mondains de Frédéric Mitterrand s'offusquant non du fond mais de la forme de la prestation de Macron. Était-il impérieux et nécessaire de faire connaître l'opinion de ce sadique quant au retroussage de manche d'un président débâtérant du vent sur l'avenir du monde du spectacle. Dans quelle porcherie vit-on ? Bon sang ! « Débrillé », « dans une mise en scène » qui le « gêne beaucoup », « je ne suis pas d'accord avec ça », s'énervait-il entre deux pensées de bambins philippins. Ces journaux, vénaux et porcins, ne sont pas très malins. Un jour ou l'autre, des esprits libres se pencheront sur ces complaisances. Un jour ou l'autre, des curieux se pencheront sur sa *mauvaise vie*, un jour ou l'autre, les soutiens, même éminemment puissants, disparaîtront, laissant aux yeux de tous l'ordure en haut de la poubelle au couvercle dégonflé. Le vieux marabout neveu du miteux ne sera plus que charogne, objet d'une juste curée. Les petits journaux pourront-ils arguer, au moment de sa mise à mort, de leur ignorance quant à la qualité de cette viande faisandée ?

C'est dans ces entrefaites que nous apprenions la sélection (une liste de 18 ouvrages) « tant attendue » établie par le jury du Renaudot. On rappellera que le prix Renaudot Essai fut attribué en 2013 à Gabriel Matzneff pour son *Séraphin, c'est la fin*, un ouvrage faisant l'apologie de la pédophilie. L'affaire Matzneff qui explosa avec la parution du livre confession de Vanessa Springora *Le Consentement* dévoila les amitiés et les soutiens dont profitait le super pédomane depuis des décennies et des décennies.

Surprise, on retrouve les mêmes principaux énergumènes dans le jury de cette année que dans celui de 2013, ceux qui avaient récompensé le copain Matzneff 7 ans auparavant. Ils ont donc surmonté la tempête médiatique, les Franz-Olivier Giesbert, les Jean-Noël Pancrazi, les Frédéric Beigbeder, les Christian Giudicelli.

L'ÉQUIPE DU RENAUDOT SE PAVANE

Oui, même lui, même Christian Giudicelli, alias *Eight one one* ou 811 selon Matzneff ; 811 la chambre d'hôtel du bon copain à Manille (c'était 804 pour Gab la rafale). Le monde de la Kultur pour parler comme Léon Daudet est formidable ! Jérôme Garcin, lui, a eu la bonne idée de se trisser du jury, peut-être pour mieux conserver son pouvoir de nuisance au sein de France Inter et de son émission fétiche et fétide *Le Masque et la plume*. Où il continue, donc, à promouvoir de la fausse littérature, camelote mais vrai véhicule de l'ignominie. Ainsi, il y a quelques semaines, Jérôme Garcin fit une publicité formidable au dernier livre d'une certaine

Constance Debré. Oui, Debré comme Michel et Jean-François Debré dont elle est la petite-fille et la nièce. Constance Debré est très appréciée de la République des lettres pour la simple raison qu'elle est une caricature vivante des délires sociétaux fabriqués par l'hypermedia. Constance Debré s'est en effet découverte homosexuelle vers l'âge de 40 ans avant d'abandonner son époux, son petit garçon, son métier d'avocat. Et saviez-vous quel était le client le plus célèbre de Constance Debré ? Bingo, Gabriel Matzneff. Ah, c'est qu'on épluche les écrits du scélérat qui s'est répandu dans ses journaux, ses romans et ses chroniques du *Point* (« *Dieu merci, de Thierry Lévy à Henri Fabre-Luce, d'Emmanuel Pierrat à Constance Debré, j'ai de très bons amis avocats.* » 28 décembre 2014.) Que raconte Constance Debré dans son nouveau livre qui enthousiasme tant Jérôme Garcin ? Son homosexualité, d'accord. Sa chasse aux filles, d'accord. Mais aussi son divorce et ses relations avec son fils. Olivia de Lamberterie, qui reçut le Prix Renaudot 2018, exulte sur France Inter : « *C'est un livre passionnant qui interroge justement ce que c'est qu'une mère. On va la dépouiller de son enfant en l'accusant de trucs dégueulasses, de pédophilie. Elle va faire l'expérience de la violence d'un homme, son ancien mari, et de la violence de la justice : elle est vue pendant un quart d'heure dans une audience où un expert psychiatre fait une expertise, ça dure peut-être un an, deux ans... Et pendant ce temps-là, elle a le droit de voir son fils une demi-heure tous les quinze jours, en présence de spécialistes de la petite enfance. Comment on fait pour résister à ça ? On ne se plaint pas.* » Décidément, on n'en sort pas... (mais ce n'est pas parce qu'elle adore Bataille, Duvert et Guibert qu'elle est pédomane ou pédofriendly, il faut le savoir). Il existe décidément des familles, qui ressemblent à de grandes dynasties républicaines, dont l'évolution dégénérative constitue un étonnant parallèle avec la putréfaction progressive de la Gueuse qui les couve depuis leur naissance. Nous avons avec la smala Debré un exemple saisissant du développement exponentiel de cette moisissure. Le dernier pus qui a jailli de cette matrice infecte s'appelle donc Constance Marie Salomé Debré. Au-dessus, c'est la Lune. Ou Saturne. Petite-fille de Michel Debré, nièce de Jean-Louis, Constance est écrivaine, néo-homosexuelle, accusée de pédomanie par son ex-époux, et « chasseuse de filles ». Vous l'aurez deviné : elle est la nouvelle coqueluche de la République des Lettres. Et la preuve que lorsque l'on coupe une seule tête de l'hydre...

LA RÉPUBLIQUE DÉGÉNÉRÉE, LES ENFANTS DES ÉLITES COMPLÈTEMENT TARÉS

On retrouve dans le discours de Constance Debré cette même haine matznevienne de la famille. Un dégoût. Dans son dernier livre, *Love me tender*, l'arrière-petite fille de rabbin écrit d'emblée, sans se soucier de la contradiction : « *Je ne vois pas pourquoi l'amour entre une mère et son fils ne serait pas exactement comme les autres amours. Pourquoi on ne pourrait pas cesser de s'aimer. Pourquoi on ne pourrait pas rompre. Je ne vois pas pourquoi on ne pourrait pas s'en foutre une bonne fois pour toutes, de l'amour, de l'amour prétendu, de toutes les formes d'amour, même de celui-là [...]. Pourquoi on ne pourrait pas ? Il faudrait que je sache.* »

Ce thème de l'aliénation familiale est particulièrement développé dans un roman de Matzneff publié en 2015 aux Editions de la Table ronde, *La Lettre au capitaine Brunner*. Dans ce livre, la famille est perçue comme un poison amer : pour Cyrille, l'un des alters romanesques de Gabriel

Matzneff, « *tout ce que recouvrait de près ou de loin le mot "famille" lui était désagréable. Plus que désagréable : pénible.* » Et c'est peu dire quand on connaît la cause de cette aigreur chronique qui irrite le cerveau de Cyrille-Matzneff ! Dans le roman, la mère disparue de Cyrille est juive. « *Tout le monde le savait dans la colonie russe de Paris, Fiodor Razvratcheff n'avait pas été ravi de ce qu'en 1935, à la mairie du VII^e arrondissement, son fils épousât une Berenson.* ». Une certaine Varvara Berenson. Qui, dans le roman, est morte en déportation à Auschwitz-Birkenau après avoir transité à Drancy d'où elle écrit une lettre dans laquelle elle affirme que la cause de son malheur est son mari qui l'aurait tout simplement dénoncée ! Le mari qui aurait décrit son épouse au secrétariat d'Aloïs Brunner comme une femme perverse qui serait devenue nuisible en « *enjuivant son fils* ». Un crime affreux qui poussa au suicide le protagoniste principal de cette petite histoire, le fils, Cyrille Razvratcheff, (né en 1937 comme Matzneff, et qui mena des études fantômes de littérature à la Sorbonne comme Matzneff) dont le grand-père, le « comte » Razvratcheff, avait rejeté le fils et la bru depuis leur mariage, la judéité de cette dernière lui étant insupportable : « *Le comte Razvratcheff reprochait aux juifs leur grand nombre parmi les chefs du mouvement bolchévique, leur rôle dans la chute de la monarchie, la mise au ban de la franc-maçonnerie. [...] Bref, le noble franc-maçon (de la loge Astrée, un thème récurrent dans l'œuvre de Matzneff) avait boudé son fils, sa bru, et la déportation de celle-ci, les compromissions de celui-là avec l'occupant allemand ne firent que fortifier sa conviction que d'un mariage mixte ne survenait jamais rien de bon.* »

CHEVALIER ERRANT OU "JUIF ERRANT" ?

Le second alter romanesque de Gabriel Matzneff (que l'on retrouve dans d'autres ouvrages de l'auteur ; mais Cyrille est le premier personnage du premier roman de Matzneff) Nil, déteste tout autant la famille que Cyrille et est décrit par un tiers comme « *un salmigondis de chevalier errant et de juif errant* ». Un homme qui « *n'a jamais su se poser nulle part, ni en amour ni ailleurs. A croire que, dès l'enfance, il est monté dans un train fantôme, un train qui ne s'arrête dans aucune gare.* »

En 2000 paraissait le roman *Mamma, Li Turchi*, un véritable texte de propagande pédomane, plus précisément un cri lancé contre la diabolisation de la pédomanie qu'il sent se développer à la fin des années 90 à la suite de l'affaire Dutroux. Pour Matzneff, c'est évident, c'est certain, le sort des pédomanes d'aujourd'hui doit être comparé à celui des juifs autrefois. Et ceux qui ne s'opposent pas à cette persécution qui l'effraie seraient tout simplement... « *des lâches* ». Matzneff compare les antisémites aux anti-pédophiles. Tous seraient mus par la jalousie, la haine, la bêtise.

« *Les ordures qui pensent m'assassiner socialement en me collant au front l'étoile jaune du pédophile n'ont pas la moindre idée de la beauté de ce que nous vivons ensemble, nonobstant notre différence d'âge. Peut-être au contraire l'ont-ils, cette idée, et c'est parce qu'ils sont jaloux de toi qu'ils te font du mal.* » Le pédomane qui se vante dans divers textes de sodomiser violemment des petits Philippins (certainement pour contenir une partie de ses lecteurs qui se délectent devant les images de la souffrance infantile) l'affirme tranquillement : « *les pédophiles*

se sont désormais substitués aux juifs dans l'imaginaire universel de la diablerie. »

LA PLEURNICHE AU SECOURS DU PÉDOMANE

Le 8 novembre 2019, Gabriel Matzneff, sentant alors le vent tourner, rédigea son avant-dernière chronique (intitulée très intelligemment *Un diable dans le bénitier*) dans le magazine *Le Point* sur une sénatrice italienne qui avait dû endurer des critiques antisémites et inadmissibles. « *Liliana Segre, sénatrice italienne de 89 ans, est victime d'un féroce lynchage de la part des réseaux sociaux.* » Quand on entend le couperet tomber (la sortie du livre de Vanessa Springora était imminente et inéluctable ; le bougre le savait bien), on pense à l'essentiel et à sa maman, c'est tout naturel. Mais lui espérait une sorte de miracle, alors se débattit-il dans sa fange.

« *Nos contemporains deviennent des voyeurs pornographes* », ose-t-il. Un vrai toupet à la Varvara Berenson !

« *En 1990, c'était avant l'invention des nauséabonds « réseaux sociaux » (qui ont permis de mettre en avant les horribles abus qu'il a commis sur des garçonnets de 8 ans, ceci expliquant sa rage), « la revue Globe*

(de son mécène Pierre Bergé) avait consacré un dossier à l'antisémitisme. Le lisant, j'avais été frappé par la similitude du vocabulaire utilisé par les antisémites et les néo-inquisiteurs de l'ordre moral qui — une mode venue d'outre-Atlantique — commençaient à nous expliquer qui nous avions le droit d'aimer, ce qu'il nous était permis d'écrire, et surtout qui nous n'avions pas

le droit d'aimer, ce qu'il nous était interdit d'écrire sous peine d'excommunication. On y trouvait les mêmes ingrédients : la haine, la jalousie, la caricature destinée à rendre l'adversaire odieux, à le détruire. » Protéger les enfants devient dans la langue matznevienne une démarche destructrice...

« *J'en fis la remarque à Philippe Sollers (le défenseur numéro un de Matzneff après feu Thierry Lévy) qui m'avait alors cité ce mot révélateur d'Hitler : « L'antisémitisme est la seule forme de pornographie qui soit autorisée dans le III^e Reich. » Matzneff préfère relater les souffrances du petit Esteban déchiré dans ses livres ; ce n'est pas antisémitisme.*

« *Le lynchage médiatique, qu'il atteigne une respectable sénatrice italienne, un fameux cinéaste new-yorkais ou n'importe lequel d'entre nous, est en effet la forme la plus vulgaire de la pornographie. Nos contemporains, chaque jour davantage, deviennent des voyeurs pornographes, des justiciers pornographes. Si nous n'ouvrons pas grand les fenêtres, l'atmosphère va vite devenir irrespirable.* » La pornographie, c'est pourtant bien lui qui en parle dans *La Lettre à Aloïs Brunner*. Ce sont bien des gens comme lui qui en ont fait une profession, une carrière. L'inversion accusatoire au service de l'inversion de tout est un procédé courant utilisé par les mammifères à procès froid. Il ne fonctionnera pas éternellement.

François-Xavier ROCHETTE.

Chard sur la toile

Allez donc vous délecter des caricatures de Chard auxquelles un de ses admirateurs, fervent lecteur de RIVAROL, a consacré un site, très fréquenté :

<<http://dessinsdechard.free.fr>>



La France après le déconfinement

Vers une révolte sociale ?

DANS LE précédent numéro de RIVAROL, nous avons abordé la dictature sanitaire et numérique qui est en train de s'installer en Occident. La France, dont le régime est sans doute le plus soumis au système de domination oligarchique, et donc aux multinationales et aux banques, est en pointe. Nous avons vu que le 25 mars dernier, vingt-cinq ordonnances ont été adoptées dans l'optique d'un *tracking* numérique afin d'identifier les personnes en contact avec celles infectées par le coronavirus. Un flicage de tous les citoyens, via leur *smartphone* et des bracelets.

Tout cet arsenal juridique et numérique s'ajoute aux autres préparatifs de l'État pour faire face à une révolte violente qui résulterait de l'appauvrissement exponentiel des classes moyennes et des plus modestes, provoqué par la politique de destruction économique durant le confinement, laquelle se poursuivra post-confinement.

La politique menée en Europe et aux États-Unis dans la présente séquence historique consiste à appauvrir les peuples au profit de l'oligarchie, tout en instaurant une dictature orwellienne pour empêcher leur révolte.

UN GOUVERNEMENT OUVERTEMENT AU SERVICE DES BANQUIERS

D'ailleurs, l'on apprenait par le journal *Marianne*, le 8 mai 2020⁽¹⁾, que le gouvernement français a « court-circuité un amendement visant à protéger les ménages fragiles des frais bancaires ».

En effet, les sénateurs socialistes avaient rajouté un article à la loi sur l'état d'urgence sanitaire afin d'exonérer les plus modestes des commissions bancaires pendant le confinement. L'exécutif a réclamé la suppression de cet article, rapporte *Marianne*.

La sénatrice socialiste, Laurence Rossignol, a alors publié un tweet le 7 mai 2020 accompagné du texte gouvernemental supprimant l'article de l'amendement visant à protéger les ménages des commissions bancaires : « L'amendement du gouvernement qui rétablit le droit des banques à prélever, sur les ménages fragiles, des frais et commissions pour incidents, pendant le confinement. Cette mesure avait pourtant obtenu un large consensus au sénat. #honteux #DirectAN »

Marianne précise que le Sénat examinait en début de semaine le projet de loi établissant le cadre juridique de l'état d'urgence sanitaire, qui intègre notamment « les enjeux du déconfinement ». L'objectif du gouvernement, explique l'hebdomadaire, est d'adopter au plus vite les sept articles du texte, afin qu'il entre en vigueur avant la date du 11 mai. Même si le ministre de la Santé Olivier Véran s'est félicité que « l'essentiel [ait] été maintenu », les sénateurs ont largement modifié le projet initial dans une volonté, traditionnelle au palais

du Luxembourg, de protection des libertés publiques. La droite, qui domine dans la chambre haute, a notamment fait passer la date de prolongation de l'état d'urgence du 24 au 10 juillet, et imposé de nombreuses garanties au futur « système d'information » servant à identifier les personnes infectées par le coronavirus.

Dans ce cadre, le groupe socialiste au Sénat a intégré plusieurs amendements, dont le n° 121, adopté en séance publique malgré l'opposition de la commission et du gouvernement. Cet amendement ajoute un article 6 ter au projet de loi, disposant que « les familles et personnes en situation de fragilité financière » doivent être « exonérées des commissions perçues par un établissement de crédit à raison du traitement des irrégularités de fonctionnement d'un compte bancaire et des facturations de frais et de services bancaires durant toute la durée de l'état d'urgence sanitaire ».

Cette proposition répond à un problème réel, car un foyer en difficulté sur cinq est prélevé à hauteur de 500 euros par an par les banques.

Et c'est cet article que le gouvernement, au service des banquiers, a supprimé, au prétexte que cette disposition « constitue un cavalier législatif », en clair il n'aurait « pas de rapport avec l'objet de la loi qui vise à adapter le régime d'état d'urgence sanitaire ». Et le gouvernement ajoute que cette modeste aide aux plus démunis porterait « une atteinte disproportionnée et sans compensation à l'équilibre économique de contrats existants », qu'elle pourrait « créer des effets d'aubaine importants » en « réduisant les incitations à honorer certains paiements dus », ou encore qu'elle représenterait « un coût important pour les établissements bancaires alors que ces derniers sont fortement sollicités pour l'effort de maintien de l'activité économique ».

Parallèlement à cette pressurisation du peuple et à l'écrasement des plus pauvres, le gouvernement se prépare à la répression.

LES SERVICES DE RENSEIGNEMENTS S'ATTENDENT À UNE RÉVOLTE VIOLENTE

Alors qu'en pleine crise sanitaire, le gouvernement continue à supprimer des postes dans les hôpitaux⁽²⁾, le ministère de l'Intérieur commande (le 3 mars 2020) pour 3 642 864 euros de gaz lacrymogène⁽³⁾, et pour plus de quatre millions d'euros (le 12 avril 2020) de drones destinés à la surveillance de la population⁽⁴⁾.

Selon des notes confidentielles (datées des 7, 8 et 9 avril) sur le « suivi de l'impact du Covid-19 » que le journal *Le Parisien* a pu consulter, le service central du renseignement territorial (SCRT) annonce une radicalisation de la contestation sociale à l'issue du confinement⁽⁵⁾. Les agents du renseignement analysent ainsi les remontées d'informations : « Le jour d'après

(Dessin de Chard)



est un thème fortement mobilisateur des mouvances contestataires. Le confinement ne permet plus à la gronde populaire de s'exprimer, mais la colère ne faiblit pas et la gestion de crise, très critiquée, nourrit la contestation. »

Le Parisien souligne que lors des grèves de novembre contre la réforme des retraites, des rapprochements avaient déjà été observés entre « Gilets jaunes radicalisés » et « cheminots irréductibles ». Les agents de la SCRT semblent craindre l'agitation des groupuscules « d'extrême gauche » et de « l'ultra-droite ». Mais le vrai danger pour le pouvoir ne vient pas de là.

Dans l'attente de la sortie du confinement, les agents du SCRT anticipent « la création de comités de lutte entre personnes d'un même immeuble » ainsi « qu'une organisation commune à distance ».

Le déclassement accéléré des classes moyennes pourrait entraîner une conjonction avec la France périphérique. Une explosion de la révolte qui fera passer les premiers actes (les plus violents) des Gilets jaunes, pour de joyeuses festivités.

Le mouvement des Gilets jaunes s'est effectivement essouffé, notamment à cause de l'infiltration par les réseaux d'extrême gauche et les syndicats. Mais cette révolte n'était qu'une entrée en matière, la phase 1 d'un processus de révolte qui va s'élargissant au fur et à mesure que les classes moyennes s'appauvrissent.

Le processus d'agrégation des différentes catégories sociales a déjà commencé il y a quelques années, comme le faisait remarquer le géographe Christophe Guilluy en 2018 : « Des catégories hier opposées, ouvriers, paysans, employés, indépendants se rassemblent peu à peu dans une même contestation, unies par le même sentiment de relégation culturelle et géographique. »⁽⁶⁾

Le géographe expliquait également que, en France, le poids démographique des salariés appartenant à la fonction publique (20 %) et la population retraitée (24 %) assure une redistribution importante et permet de maintenir la consommation en assurant la survie du système politique. En 2017, ce sont eux qui ont freiné la vague populiste en reportant massivement leurs suffrages au second tour pour Emma-

nuel Macron. Mais ce sont eux qui sont visés par les réformes du gouvernement macroniste depuis 3 ans.⁽⁷⁾

La politique économique menée actuellement par le gouvernement, va retourner contre elle ces catégories qui lui étaient acquises.

Par ailleurs, si les patrons de PME, les professions libérales, le personnel hospitalier rejoignent la révolte de la France périphérique, il sera très difficile au pouvoir d'utiliser les réseaux d'extrême gauche qui n'ont aucune prise sur les petits patrons, les artisans et les professions libérales et intellectuelles. Cette classe moyenne et supérieure, superposée au prolétariat (ouvriers et employés non qualifiés), constitue plus de 50 % de la population active. C'est le point de bascule. La police et autres CRS excités ne pourront rien y faire.

De plus, ces catégories supérieures, formées intellectuellement, seront en mesure, outre d'éviter les pièges, d'orienter la France périphérique vers un débouché politique.

Par conséquent, soit la société se soumet à cette dictature numérique, sanitaire et bancaire, soit elle se révolte violemment pour en finir avec ce régime corrompu jusqu'à la moelle.

C'est d'ailleurs l'analyse récente de l'historien et démographe Emmanuel Todd qui, répondant à une interview du 26 avril 2020, posait la question suivante : « Les luttes de classes en France au XXI^e siècle traitent de la montée en puissance du conflit socio-économique en France, jusqu'à 2019. Le confinement fige les luttes comme les individus. Que laissera apparaître la levée du confinement ? »

1) une société française sonnée, épuisée, et encore plus soumise à l'État, malgré l'insuffisance manifeste de son groupe dirigeant ?

2) telle une cocotte-minute ouverte trop brutalement, la levée du confinement libérera-t-elle une explosion, un règlement de compte final avec cette aristocratie stato-financière dont l'incapacité stupéfiante vient d'être révélée, un peu comme la déroute de 1940 qui avait été suivie par un renouvellement des élites ?

3) un mélange des deux valant anarchie ?⁽⁸⁾

Les mois à venir vont être décisifs.

Jean TERRIEN.

7. Christophe Guilluy, *op. cit.* p. 66.

8. <https://lvs1.fr/emmanuel-todd-macron-nest-plus-republicain/>

1. <https://www.marianne.net/politique/le-gouvernement-court-circuite-un-amendement-protéger-les-menages-fragiles-des>

2. https://actu.fr/grand-est/nancy_54395/en-plein-coronavirus-lars-confirme-600-suppressions-postes-lhopital-nancy_32811672.html

3. <https://blogs.mediapart.fr/avellino/blog/070420/3-mars-3-millions-de-gaz-lacrymo>

4. https://www.liberation.fr/checknews/2020/04/15/pourquoi-le-ministere-de-l-interieur-vient-il-de-commander-des-drones_1785166

5. <http://www.leparisien.fr/faits-divers/coronavirus-les-services-de-enseignements-craignent-l-embrassement-apres-le-confinement-11-04-2020-8298150.php>

6. Christophe Guilluy, *No Society*, Flammarion, 2018, pp. 25-26.

Bulletin d'abonnement à RIVAROL

NOM :
Prénom :
Courrier électronique :
Adresse :
Code postal :
Ville :
Pays :

Formule d'abonnement (cochez la formule choisie) :

- ☐ Trois mois : 40 €
- ☐ Six mois : 70 €
- ☐ Un an : 125 €
- ☐ Deux ans : 215 €
- ☐ Soutien 1 an : 175 €
- ☐ Propagande 1 an : 210 €
- ☐ A vie : 2 000 € (3 000 € avec l'abonnement à vie à *Ecrits de Paris*)
- ☐ Un an pour personnes en grande difficulté : 100 €
- ☐ Numérique : 80 € (150 € pour un abonnement papier et numérique)
- ☐ Prélèvement mensuel : 12 € par mois (15 € pour un abonnement à *Ecrits de Paris* en plus de celui de RIVAROL)

IBAN et BIC pour les abonnements par prélèvement mensuel.

Paiement possible par Paypal depuis le site : boutique-rivarol.com ou par virement bancaire sur notre compte à la Banque postale :

IBAN : FR33 2004 1000 0104 5321 9K02 048

BIC : PSSSTR PPPAR

PETITES ANNONCES

— SAS S.F.D.A. Bâtiment Tout corps d'état 54 rue René Boulanger 75010 Paris 06-25-62-46-69 — 01-45-84-39-31 sfdabatiment@gmail.com Ch. Luigi. RCS Paris 820 330 629.

— Devoir de mémoire. Qui se souvient de Paul Scortesco et peut dire où il a été enterré ? Un abonnement d'un an à RIVAROL sera offert à quiconque répondra à ces DEUX questions.

La France placée en liberté surveillée... sine die

Nous avons souligné à l'envi l'incompétence paroxystique, l'incurie pathologique, l'obscène *j'm'enfichisme* d'une classe politique mononeuronale qui, après avoir minoré le risque — M^{me} Ndiaye ridiculisant le port du masque (au demeurant réellement peu utile hormis pour les personnels de santé) — a vu le couple Macron se rendre ostensiblement au théâtre — a maintenu contre tout bon sens les élections municipales le 15 mars, ceci pour mieux confiner le pays le surlendemain, le 17 ! Reste que l'explication par l'incompétence et l'impéritie est un peu courte, n'explique pas tout, et force nous est de ne pas sourire — ou les négliger — face à ceux qui voient et dénoncent des complots là où il y a fortes chances d'en trouver... Car oui, il est indéniable que des oligarchies, qu'un État profond internationaliste et tentaculaire, influent sur la vie des nations. Et qu'ils orientent le cours des choses afin d'instaurer, dès que possible, un Nouvel ordre planétaire façon *Chine pop*, cette parfaite chimère transgénique entre marxisme-léninisme et ultra-libéralisme. En fait les deux faces d'une même pièce !

DE GRANDS MONSTRES MANIPULATEURS

Or contrairement à ce que pense le *pékin* de base — celui qui a traversé vaillamment l'aride confinement, sa gourde de gel hydroalcoolique à la main en se *voilant* pudiquement la face tout en respectant à la lettre les *gestes barrière* — les « conjurations » existent bel et bien, mais elles ne sont pas, et de loin, le fait des seuls *complotistes*. Parce que le complot contre l'humanité et la civilisation lui, ne se cache pas, il est à *ciel ouvert*, et nombreux sont ceux qui le promeuvent sans gêne et sans fard. Ils l'annoncent — et s'en vantent — s'employant à coup de milliards de dollars *philanthropique* à l'organiser... Soros, Gates, Attali, l'homme qui murmure à l'oreille des successifs présidents hexagonaux, tous gourous et prophètes de la Gouvernance mondialisée qui se sont jetés sur l'alerte pandémique pour (tenter de) l'exploiter à fond au profit de leurs obsessions, de leur soif de puissance et de leur mystique messianique. C'est toujours au nom de la paix, du bonheur, de l'égalité — et maintenant de la santé — que les grands monstres manipulent les peuples, les classes, les races pour mieux, à l'arrivée, leur imposer une cruelle dictature... Robespierre, Marat, Basil Zaharoff et son séide Israël Gelfand, Lénine, Mao, Pol Pot, Hô Chi Minh, et combien d'autres !

Toutefois, ce sont ceux qui dénoncent la conspiration contre les peuples qui sont livrés à l'opprobre publique et désignés comme des rejets de la « *Bête immonde* ». Or pour qui veut conduire l'humanité à marche forcée vers ce bienheureux Nouveau monde — situé quelque part entre *Metropolis* de Fritz Lang (1927) et le *Brave New World* d'Aldous Huxley (1932) — où règne une liberté absolue, démiurgique... Hélas uniquement pour les *élites*, les *beautiful peoples* sans dieu ni maître, sans foi ni loi autre que celle de leur bon plaisir... mais surtout pas pour les foules anonymes rendues affreusement solitaires par leur consentement apeuré à l'incarcération sanitaire. Une Épée de Damoclès toujours suspendue au-dessus des têtes et porte désormais le joli nom de « deuxième vague ». Tout cela parce que le gros de la masse est indifférente ou aveugle et ontologiquement ignorante des champs de forces qui traversent et structurent nos sociétés. Macron le sait, et il en joue avec insolence !

LA PEUR DOIT CHANGER DE CAMP

Mais puisque la peur parvient à confiner, ne devrions-nous pas songer à faire en sorte que la peur changeât de camp ? En effet, puisqu'ils utilisent la peur avec une science consommée pour nous embastiller à domicile, ne serait-il pas tout autant légitime de l'utiliser pour les contrer ? Surtout que notre « peur », celle que

distille les complotistes lanceurs d'alertes *affolantes*, possède une valence autrement inquiétante (voire un potentiel violemment mobilisateur) que la leur terreurs à la petite semaine qui est en train de faire long feu (la mèche s'éteint devant la nue réalité des faits : l'épidémie est un leurre manipulateur)... Enfin, nous devons mortellement craindre le grand complot visant à robotiser l'humanité, à nous pucer, à nous vacciner comme des bovins (que nous sommes en train de devenir), à nous tracer⁽¹⁾, *a priori* volontairement puis à nous y contraindre judiciairement ensuite : 135 € de pénalité pour celui qui ne sera pas masqué dans les lieux publics ! Ce qui n'a rien d'un phantasme, ce sera cela l'après 11 mai... Le port du masque obligatoire, l'uniformisation/anonymisation pour tous ! Gates est grand et Attali est son prophète !

L'épisode pandémique et la crise financière sont évidemment liés. L'un masquant l'autre, et permettant au « Système » de franchir une étape cruciale dans la réorganisation de nos sociétés post-modernes. Un premier essai avait déjà eu lieu le 11 Septembre 2001... quand il s'est agi de lancer une guerre sans limite temporelle ni géographique contre le djinn al-qaïdiste. En fait une déclaration de guerre à l'humanité toute entière, déguisée en guerre contre le terrorisme. À partir de là d'autres événements traumatisants — plus ou moins prémédités — interviennent à intervalle régulier pour réinstaller à chaque fois une dose vaccinale de peur salutaire... *Sandy Hook* (déc. 2012), le marathon de Boston (avr. 2013), Charlie (janv. 2015), Bataclan (nov. 2016)... La liste est impressionnante et que l'on ne vienne pas nous dire que tout cela n'est que pure coïncidence, le fruit d'un hasardeux hasard !

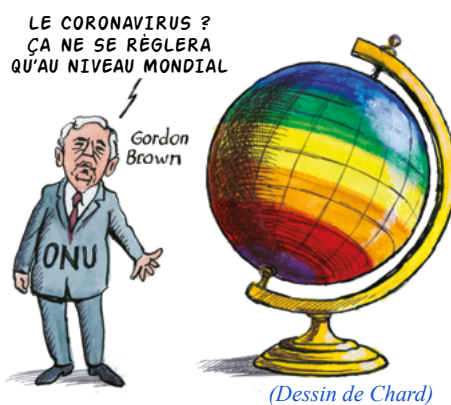
Aujourd'hui, avec le recul, il appert sans équivoque, qu'à son tour le coronavirus constituerait un prétexte idéal pour instaurer l'amorce d'une dictature sanitaire à échelle globale ! En premier lieu, les pays développés ont fait la preuve d'une impressionnante capacité d'obéissance, et de leur aptitude à épouser une forme inédite de *servitude volontaire*. Quant au reste du monde, même si l'Afrique ne se prive pas de dénoncer l'*arnaque*⁽²⁾, tous, le moment venu, devront suivre et s'aligner sur les directives des Nations Unies, tant la puissance coercitive des Organisations multilatérales est dissuasive : les aides au développement ne seront attribuées qu'à la condition expresse d'accepter des campagnes extensives de vaccinations ! Sous cet angle, l'OMS est un emblématique représentant de la dictature sanitaire mondiale qui se met en place sous nos yeux... A contrario, fasse que cette crise dessille nos contemporains et donne pleinement gain de cause aux *bilatéralistes* fieffés tels l'Américain Trump ou le Brésilien Bolsonaro.

CONSPIRATIONNISME TOUS AZIMUTS

L'archétype du conspirationnisme n'est-il pas au fond Vladimir Kvachkov, ancien officier supérieur du GRU [information vérifiée à la source], l'équivalent la Direction du renseignement militaire de chez nous, déclarant sans ambages que : « *cette pandémie est un mensonge... Le coronavirus a été lancé par les puissances crypto financières mondiales dans le but de limiter les droits politiques et de terroriser les masses* [certes depuis la Kholyma l'art de la Terreur a fait quelques progrès !]... *Le coronavirus a une origine artificielle ; c'est prouvé scientifiquement*. Nous

1. Actualité : « La Caisse nationale [d'assurance maladie] dispose d'une dizaine de jours pour affiner un dispositif français de « *contact tracing* » [sic] d'une ampleur inédite » [ouest-France.fr29avr20]. Nous devons également faire face à une pandémie galopante de sabir (globish)... Au secours !

2. https://www.youtube.com/watch?feature=youtu.be&v=w5eFFV_VzxY&app=desktop • John Magufuti, président Tanzanien nous apprend que chez lui papayes et chèvres sont testées positives au Covid... De la validité des tests ! Sans commentaire...



nous trouvons exposé à un bombardement d'information et de propagande psychopolitique ; ce sont les médias de masse mondialistes qui créent cette panique psychique. « Ils observent et recherchent qui obéit et qui n'obéit pas. Et puis ça a vraiment démarré en Europe. L'Europe et la Chine sont les deux adversaires géoéconomiques des États-Unis ». Conclusion qui coule de source : « *Tant que nous ne nous débarrasserons pas de nos propres parasites, ceux qui règnent sur nous, nous ne pourrions pas lutter contre les autres parasites* » ! Encore un autre folingue ? Doit-on pour autant ignorer ce genre d'analyses et les ranger au côté de celles du Nobel de médecine Luc Montagnier, à savoir dans le tiroir des élucubrations proférées par des naufragés de l'intellect... Ou d'officieux lanceurs d'alerte du troisième type ?

Au nombre des complotistes — qui sont par ailleurs des *révisionnistes*... autant dire des antisémites, soit des *ennemis du genre humain* par définition non rédimables — le fils de l'ancien sénateur Robert F. Kennedy († assassiné le 5 juin 1968) et neveu de l'ancien président John F. Kennedy († assassiné le 23 nov. 1963), Robert Francis Kennedy, opposant déclaré à la vaccination, accuse publiquement le magnat de l'informatique (fondateur de Microsoft), Bill Gates, de manœuvrer dans le but de parvenir à dominer mondialement le marché des vaccins, y compris bien évidemment celui censé juguler le SRAS-CoV-20... « *L'obsession de Gates pour les vaccins semble être alimentée par une conviction messianique selon laquelle il a la mission divine de sauver le monde en manipulant la vie de petits humains* ». Pour ce faire il recourt à « *une philanthropie stratégique* [un formidable biais d'évasion fiscale : aux Amériques la *philanthropie* n'est effectivement pas tout à fait désintéressée]. *Une ambition qui se combine avec le projet de Microsoft d'instaurer à échelle planétaire un suivi et d'identification des vaccins grâce à des implants* [nanopuces]... *ce qui lui donnerait un "contrôle dictatorial" sur la politique sanitaire mondiale* » [elciudadano.com29avr20]. Nul n'est obligé de croire sur parole ce rejeton du clan Kennedy, il est néanmoins gageable qu'il côtoie des milieux initiés... et que dans ces conditions il a connaissance des arcanes du grand capitalisme postindustriel néo-impérial pour lequel le génie génétique, la biologie moléculaire et les algorithmes ont remplacé la médecine d'antan, bien avant qu'elle ne soit devenue un secteur lucratif de l'économie virtuelle.

TRIOMPHE DE L'ALGORITHME PRÉDICTIF

À ce propos arrêtons-nous instant sur l'homme par qui le pervers scandale pandémique a été rendu possible : Neil Ferguson⁽³⁾ mathématicien expert en modélisation. Directeur de l'*Abdul Latif Jameel Institut* des maladies et analyse d'urgence, chef du Département d'épidémiologie des maladies infectieuses à l'École de santé publique et vicedoyen pour le développement universitaire à la Faculté de médecine, l'ensemble de ces fonctions s'exerçant au sein du *Collège impérial* de Londres. Considéré comme un « as » de la modélisation de la propagation des virus, il incarne à lui seul l'*Imperial College*, lequel bénéficie outrageusement d'une « aura d'inafaillibilité ».

sation des épidémies à l'*Imperial College* de Londres... un nom surplombant qui en jette et impressionne à sa seule évocation ! Après de savants calculs (abstraits par définition) — *in fine* ne serait-il pas une sorte de Dr. Folamour ? — Ferguson est arrivé à la conclusion que la politique choisie initialement par le Premier ministre Boris Johnson — et qui fut conduite sans défaillir par la Suède — d'auto vaccination des populations (laisser le virus librement circuler afin de parvenir au plus vite à une *immunisation de masse*), devait se traduire par 510000 et 2,2 millions de morts respectivement au Royaume-Uni et aux États-Unis avec un pic de mortalité fin mai début juin [lemonde.fr-17mars20].

Face à une tel hécatombe, l'option du confinement général s'est donc naturellement imposée... Sauf que l'hypothèse de Ferguson s'est avérée totalement erronée ! Une fois de plus faudrait-il ajouter ! Rappelons que c'est le même ahuri qui fit abattre en 2001 six millions de têtes de bétail au motif d'enrayer une épidémie de fièvre aphteuse. Une épizootie virale non transmissible à l'homme, généralement non mortelle voire bénigne, qui affecte les bovins, les porcs, les chèvres, les moutons, etc. À la fin de l'épidémie l'on ne recensa au total que 2.026 cas dans l'ensemble des campagnes britanniques. Imaginons la méthode Ferguson appliquée au genre humain : un marteau pilon pour écraser une mouche et un méga carnage pour éradiquer une anodine virose animale⁽⁴⁾.

Pourtant, à Londres comme à Paris, c'est la *modélisation* et les algorithmes de Ferguson qui prévalurent. Ceux-ci prévoyant que la vague épidémique devrait s'étendre sur une durée de douze à trente-deux semaines, il fut question d'imposer un confinement draconien afin d'éviter la saturation — à ce moment de la crise les spécialistes se basent encore sur une connaissance très incomplète pour ne pas dire sommaire des mécanismes de la maladie — des services de réanimation en ralentissant la circulation de l'agent pathogène. En fonction de ces données présentées comme indiscutables — l'oracle Ferguson ayant parlé — à Paris le conseil scientifique recommandait le 24 mars un confinement hexagonal devant durer au moins six semaines. Sachant qu'en arrière-plan, selon les préconisations du susdit, le confinement devrait se prolonger le temps voulu — intermittent ou continu mais suivant des modalités strictes — pour qu'un vaccin arrive sur le marché, soit au moins dix-huit mois ! Si ce n'avait été le caractère intenable du confinement — économiquement et socialement — nous étions donc bien partis pour une *mise au frigo* sur le long cours. Et si l'on y regarde d'un peu près, c'est d'ailleurs ce que nous pouvons lire entre les lignes dans les discours de nos autorités *responsables*.

NE PERDRE NI SON TEMPS NI SES FORCES

Nous ne perdrons pas l'essentiel de nos forces à tenter de débrouiller l'archi sac-de-nœuds que forment les causes emmêlées et entremêlées, les intrications d'intérêts croisés, les calculs tordus, les présupposés idéologiques ayant présidé à faire prévaloir ces solutions extrémistes dans une crise en majeure partie *fabriquée*

4. En France nous ne sommes pas non plus étrangers aux méthodes radicales anglo-saxonnes, (certes il ne s'agit plus de raser Berlin), qu'il s'agisse d'éradication d'espèces animales réputées contagieuses ou de confinement général... Ainsi, depuis 2012, 482 bouquetins ont été abattus dans le massif du Bargy afin de lutter contre le risque de diffusion de la fièvre de Malte (transmissible à l'homme) aux troupeaux d'ovins et de bovins, ces derniers étant à la base de la production de « reblochon au lait cru ». Actuellement une nouvelle campagne d'abattage se prépare activement... dans le silence complice des écolâtres ! <http://terrefuture.blog.free.fr/index.php?post/2013/10/18/Le-scandaleux-massacre-des-bouquetins-du-Bargy>

de toute pièce : le 7 mai 2020, le taux de mortalité imputable au SRAS-CoV-2 est au niveau mondial de 34 décès par million d'habitants. Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Crise dont les conséquences se feront néanmoins et à coup sûr sentir pendant longtemps... Les mobiles des apprentis sorciers du style de Neil Ferguson et de William Gates sont aussi complexes que troubles, indubitablement entachées d'une sorte de mégalomanie et non exemptes d'une réelle dose de perversité s'exerçant à grande échelle. Toujours dans la logique imposée par l'*Imperial College*, "on" brandit maintenant l'éventualité (terrorisante) d'une seconde vague de la pandémie alors que les courbes épidémiques sont partout décroissantes... Que

l'On se refuse à entendre le Pr. Raoult qui prêche dans le désert et alors que de toute évidence, la véritable *deuxième vague* sera assurément celle des navrantes suites économiques et sociétales qui immanquablement accompagneront l'instauration d'un contrôle sanitaire et social invasif, sans limites temporelles et juridiques distinctement appréhendables.

Le déconfinement se fera, nous le savons, par étapes et par régions (dans un rayon de cent kilomètre... après avoir supprimé les frontières extérieures on réinvente des douanes sanitaires intérieures !) et après le 11 mai (sous la houlette des caisses départementales d'Assurance maladie) des "brigades sanitaires" seront à pied d'œuvre sur le "terrain pour le dépistage, traçage et

l'accompagnement de l'isolement des personnes contaminées par le Covid-19. Un dispositif fort de 30 000 personnels chargés de "repérer" les personnes susceptibles d'être malades afin de "rompre la chaîne de contamination" [ouest-france.fr3mai20]. Comme ceci est élégamment dit. Bref, ce covid est une véritable aubaine pour tous les individus, les marionnettes et les prête-noms qui ont reçu pour mandat et pour mission de liquider les Vieilles nations rétives à se laisser fondre dans le creuset d'un Système totalitaire parce que globalisant.

Certains croient que le coronavirus est un châtement de Dieu... mais non le châtement divin c'est Macron, la République en marche, c'est-à-dire la social-démocratie, matrice toujours féconde, parturiente

d'une humanité déchue, victime d'une lente dissolution planifiée dans l'acide d'un communisme à bas bruit, d'un arasement universel qui ne dit pas son nom, mais nivelle toujours plus bas... sous couvert d'altruisme, de solidarité, d'humanisme, de philanthropie, d'ouverture à l'autre et aux autres, au nom des "droits", ces droits déclarés *fondamentaux* et *sacrés* qui, à l'instar d'une crémaillère — ou de crocs reptiliens tournés vers le gouffre fétide d'une gueule vorace — au noble motif de liberté et de libération, nous entraînent mécaniquement dans la géhenne. Cela étant un simple constat vérifiable à chaque pas et à tous moments.

Léon CAMUS.



LES ÉDITIONS Reconquista nous offrent la réédition d'un livre paru en 1927, sous la plume d'Augusto Turati, secrétaire général du parti fasciste italien. Son titre : « *Reflets de l'âme fasciste* ». Benito Mussolini en écrivit la préface, le qualifiant de « *livre de passion, de foi et de sagesse* », relevant qu'Augusto Turati était « *avant tout un combattant, venu presque directement des tranchées au fascisme* ». Notre camarade Gabriele Adinolfi note, dans sa très intéressante postface, que Turati fut nommé secrétaire du parti par Mussolini, afin de « *révolutionner les hiérarchies et d'empêcher la logique de l'appareil de neutraliser l'esprit révolutionnaire* ». Malheureusement, l'appareil finit par l'emporter deux ans plus tard, imposant la logique des compromis. Turati se retrouva en disgrâce politique. Il faudra attendre la trahison du roi en 1943 pour que les vrais fascistes prennent les armes pour établir avec Mussolini la République sociale italienne. Turati, dit Adinolfi, était « *un homme sobre, sec, déterminé, armé de volonté* ». Il voit le fascisme comme « *quelque chose de nouveau qui fait irruption dans l'histoire en changeant la société pour vaincre l'égoïsme libéral et la médiocrité démocratique* ». Cette révolution se doit d'être nationale et sociale. Il faut, dit-il, « *apprendre à mépriser bien des choses que nous avons aimées hier* ». Et puis, « *l'idéal fasciste est une mission de civilisation qui doit être accomplie en réaction par une génération élevée dans le culte de la démocratie, l'admiration du nombre, la surestimation de l'individualisme* ». Qu'est le fascisme ? Gabriele Adinolfi a cette jolie formule : « *Les textures du tissage fasciste sont complexes et imbriquées* ». Et puis, « *il est impossible d'analyser et de critiquer le fascisme avec les schémas du rationalisme : il les déconcerte toujours. Dans lui parle l'esprit romain conjugué à l'âme méditerranéenne et il est impossible de l'enfermer dans une cage* ».

L'ESPRIT ROMAIN CONJUGUÉ À L'ÂME MÉDITERRANÉENNE

Adinolfi ajoute : « *Il n'y a pas de formules théoriques qui puissent être sérieusement appliquées à ce phénomène singulier : même les plus justes ne sont pas à la hauteur car, dans l'âme fasciste, il y a toujours une légèreté héroïque et le plaisir du paradoxe* ».

Augusto Turati exprime dans ce livre l'âme fasciste dans ses discours aux ouvriers, aux travailleurs ruraux, aux syndicalistes, aux militants fascistes. Il s'en prend au « *snobisme intellectuel* », affirmant qu'il « *faut savoir être simple et avoir l'orgueil de sa simplicité* », citant le Duce qui stigmatisait la foule de ceux

qui bornaient leur activité aux bals et aux frivolités. Turati s'en prend aussi à « *la manie des hyperboles* », « *aux superlatifs employés hors de propos, de telle sorte qu'il arrive qu'un petit homme soit brusquement transformé en un grand chef* ». Avouons avec un peu de mauvais esprit que le fascisme italien n'a pas toujours été avare de superlatifs ! Turati était parfaitement lucide. Il déclara, le 8 juin 1926, devant l'assemblée du Faisceau de Brescia « *Il faut que le parti se débarrasse de deux grands défauts qui proviennent du besoin de personnaliser et du besoin de dramatiser. C'est un grave défaut de vouloir toujours dramatiser la situation au point de faire naître des tragédies de menus faits sans importance. Il faut parfois interrompre la lutte armée et la remplacer par la sérénité. Vous ne devez pas éprouver seulement la solidité de votre poing, mais la force de votre sourire, grâce auquel parfois on gagne de grandes batailles qui ne font pas de victimes et rallient à notre cause des adhérents convaincus* ». Décidément, Turati semble avoir lu Machiavel et Sun Tzu ! Le secrétaire général du parti fasciste était parfaitement lucide quant à la nature humaine. Il déclara : « *On parle trop souvent d'épuration, d'intransigeance, de style fasciste. Il faudra bien regarder autour de vous et m'aider à accomplir cette œuvre d'épuration en chassant de nos rangs les profiteurs, les exploités, en donnant au besoin comme motif : 'parlait trop de pureté sans l'appliquer'* ». Turati fixe le cap, déclarant : « *Aujourd'hui, comme hier, il faut lutter contre la religion du ventre, contre la résignation sans idéal, contre l'égoïsme soucieux de l'intérêt propre, contre la lâcheté et la peur* ».

LA CONCEPTION SYNDICALE DU FASCISME

Turati développe la conception fasciste de la production et du syndicalisme lors d'un discours à Turin, le 21 avril 1926. Il déclare : « *Le fascisme est vraiment une révolution. Nation, production, collaboration des classes : tels sont les trois termes fondamentaux de notre conception syndicale. Il faut faire sentir à l'ouvrier que l'industriel doit être considéré comme un élément indispensable de la vie nationale. ; faire comprendre à l'industriel que le travailleur, si humble et obscur soit-il, est un coefficient indispensable de la grande bataille. Nous devons faire comprendre aux ouvriers et aux industriels le devoir de l'effort commun pour les nécessités supérieures de la nation ; telle est la grande tâche du fascisme et du syndicalisme fasciste* ». Et Turati de poursuivre sa démonstration : « *La grande affirmation révolutionnaire du fascisme réside précisément dans cette conception : à savoir que capital, étude et travail sont, non pas placés au même niveau, mais considérés comme des coefficients d'une même entreprise de production et de puissance. L'Etat, au-dessus des classes, des catégories et des groupes qui peuvent entrer en conflit les uns avec les autres, devient non seulement l'organe corporatif mais réalise dans son essence l'unité des efforts et l'équilibre indispensable* ». Pour

le fascisme, la conception de 'citoyen' est dépassée. Il convient de lui substituer la figure vivante et réelle du producteur, du savant et du travailleur. C'est l'Etat, au-dessus des classes, des catégories et des groupes qui peuvent entrer en conflit les uns avec les autres, qui devient non seulement l'organe corporatif mais réalise dans son essence l'unité des efforts et l'équilibre indispensable. Mais l'intervention du gouvernement ne suffit pas. « *Il faut encore l'intervention alerte et vivante du parti* », conclut Augusto Turati.

LE FASCISME : UN STYLE NOUVEAU

Décidément, « *tout un rythme nouveau, tout un style nouveau s'imposent aux Italiens fascistes* ». Turati va l'expliquer en ces termes : « *Briser les vains formalismes, oser et vivre dans l'ardeur du risque, sentir la beauté de croire et d'espérer, éclairer de la splendeur de la foi le dur labeur quotidien, aimer avec bonté mais aussi avec force les belles choses de la vie, vouloir à tout prix effacer en nous ce souvenir du passé récent pour ne vivre que demain : voilà le fascisme, idée et force, élan et réalité* ». Le secrétaire général du parti annonce que « *les grandes heures de l'histoire d'Italie vont sonner* ». Mais pour accomplir cette œuvre, il faut, dit-il, deux grandes forces : la discipline intellectuelle et l'intransigeance absolue. Oui mais, attention, la discipline, d'accord, mais la discipline à l'italienne, pas à l'allemande. Dans une considération involontairement amusante, Turati note : « *Dans l'organisation syndicale, l'élément qui constitue la base est la discipline, qui, pour être vraiment italienne, ne peut être la trop rude discipline allemande et doit porter la marque de notre tempérament ; cette discipline doit être sentie dans toutes les couches, des plus hautes aux plus basses* ».

«LA TERRE, ELLE, NE MENT PAS»

Cette citation est du maréchal Pétain, mais Turati aurait pu la prendre à son compte. Il exposa devant les agriculteurs de la callée du Pô l'attachement du fascisme à la terre : « *L'indépendance de la nation ne peut dépendre que de la terre, et le salut de la race ne peut pas se trouver dans les richesses sans air et sans lumière de la métropole, mais dans les sereines et simples fermes de la campagne. Il faut affirmer que l'attachement à la terre est une chose noble et digne d'être défendue. Le mugissement qui monte de vos étables riches de troupeaux a infiniment plus de valeur que le tumulte déchirant d'un sauvage 'jazz-band'* ». Et puis, s'adressant au peuple de Bari et au peuple de toute l'Italie, Turati lui tient le « *langage brutal et cru de la réalité* », disant « *Nous avons arraché de notre cœur, au prix de quelles peines, de quels sacrifices, de quelles douleurs et de quels déchirements intérieurs !, tout ce qui était laid, tout ce qui était vil, tout ce qui était immonde* ». Et il ajoute : « *Alors que la bataille était la plus dure, et c'était la bataille pour la vie physique de chacun d'entre nous, quand l'épreuve était*

la plus terrible, nous avons su montrer qu'il est beau d'être seul contre mille, qu'il est beau de savoir oser et beau de savoir mourir... » S'adressant à ses camarades fascistes, le secrétaire général du parti les exhorte : « *Fascistes ! si demain vous trouvez quelqu'un qui soit un serpent ou un mollusque, une canaille ou un rhéteur, rappelez-vous que cet homme est un traître et un ennemi de la patrie et qu'il doit être traité en traître et en ennemi* »

CONTRE LES FAUX INTELLECTUELS

Turati s'en prend avec virulence aux « *faux intellectuels, malades, sots et hypocrites, qui constituent la masse de ceux qui raisonnent avec les si, les mais, les cependant, les peut-être* » et ajoute : « *Je doute de ceux qui n'ont jamais cru à la beauté de lutter, de combattre, de mourir et, s'il est nécessaire, de tuer pour la défense de nos idées et qui n'ont jamais senti cette beauté. C'est de ces hommes que je doute, de ceux que j'appelle les éternels embusqués de toutes les batailles ; de ceux qui se prosternent devant vous dans un geste d'adoration et d'admiration, qui sont prêts à saluer à la romaine ou indifféremment à la russe, à la turque ou à l'anglaise, pourvu qu'ils y trouvent leur compte et leur bénéfice. Ceux-là, souvenez-vous-en camarades, sont vos ennemis et les nôtres : ils l'ont été hier, ils le sont aujourd'hui, ils le seront demain* ». Turati poursuit : « *Tel un inquisiteur dominicain, j'estime qu'il faut être impitoyable à l'égard de tous ceux qui, même s'ils se parent d'aventure des dehors du fascisme, révèlent un esprit maçonnique et démocratique* ».

TRANSFORMER LES ITALIENS ?

Turati pose la question : « *Faut-il de grands élans ? Non ! Les chansons suffisaient-elles ? Non ! Les enthousiasmes servent-ils à quelque chose ? Non ! Il faut une vertu qui est rarement italienne, mais qui est certainement fasciste : la vertu de la ténacité patiente, la vertu du silence laborieux, vertu grâce à laquelle, de ce que nous étions, un peuple parfois trop rêveur, trop oublieux du patient travail, nous voulons nous transformer en une splendide masse d'âmes tendues dans l'effort obstiné, conscient, voulu* ». On devine à la lecture de certains discours de Turati que le fascisme n'était pas tout ce qu'il est préjugé à l'égard des populations méridionales. Ainsi, à Messine, il déclare : « *L'heure est venue d'en finir avec ces préjugés selon lesquels tous les Méridionaux sont des oisifs. Ce sont des travailleurs habiles et tenaces* ». A Naples, Turati précise : « *Avant tout, j'ai dû renoncer au jugement porté sur le manque de volonté du peuple méridional et sur son prétendu manque d'initiative* » Et d'ajouter : « *Il me semble que le fascisme de Naples peut avoir la même valeur que le fascisme d'autres villes* ».

R. S.

Augusto Turati, *Reflets de l'âme fasciste*, Reconquista Press, 2019, 148 pages, 12,50 €, préface de Benito Mussolini, postface de Gabriele Adinolfi (www.reconquistapress.com).

Courteline aux commandes, Giscard à la barre



par
Hannibal

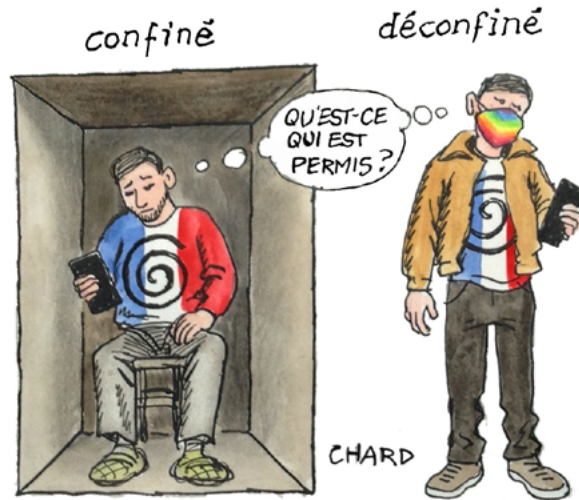
Dix départements sont placés par Météo France en vigilance orange orage, les Gilets jaunes appellent à faire tomber le gouvernement : c'est reparti ! Et, c'est vérifié, le déconfinement aura été aussi ab-

surde que le confinement — je ne dis pas aussi nocif, je dis aussi absurde. La carte d'abord, les trois couleurs, rouge, orange, vert, qui n'étaient plus que deux à la fin, les départements caméléons, les écoles garderies décalées. Blanquer qui se prend pour un robot qui l'imiterait, les enfants super porteurs du virus au début qui deviennent pas du tout porteurs, les masques inutiles devenus obligatoires, le métro autorisé et les plages interdites, les restaurants fermés et les Macdos qui rouvrent, tout cela continue ce qu'on a connu hier avec les banlieues grouillantes et non verbalisées : le deux poids deux mesures et la contradiction règnent en maîtres depuis le 11 mais comme ils régnaient depuis le 15 mars. Ceux qui s'en étonnent n'ont toujours pas compris la nature du pouvoir révolutionnaire auquel nous faisons face.

Il n'est pas entièrement nouveau : la révolution arc-en-ciel est la fille des révolutions qui l'ont précédée. La république universelle continue la révolution soviétique et la révolution américaine, elle continue la révolution française. Bien avant Kafka, un auteur qui lui est supérieur avait révélé la nature absurde du pouvoir dit démocratique, Georges Moineau, alias Courteline. En France, le commissaire bon enfant Macron et le gendarme sans pitié Philippe, malgré, grâce ou à travers le spectacle de leurs dissensions, mettent en scène l'absurde avec compétence. Cet absurde, comme le mensonge, comme l'indécision qu'engendrent les controverses sans fin, a pour effet d'anesthésier le jugement, c'est un instrument de domination de nos sociétés, il sert aujourd'hui à nous faire accepter les innombrables injonctions dont nous avons été bombardés depuis deux mois. C'est un outil aux mains des pédagogues de la soumission volontaire.

Certains nomment cela contrôle social : je les engage vivement à préférer le vocabulaire que je viens d'employer. Ce n'est pas une lubie, un souci suranné de purisme, et si j'em-bête mon lecteur, c'est mon devoir, j'allais dire mon métier, de le faire. Ecoutez donc les vieux ronchons : l'expression « contrôle social » est elle-même un élément de « contrôle social », c'est-à-dire de domination des esprits et de mise en esclavage, pour deux raisons au moins. Un, c'est un anglicisme, donc un acte de soumission à la langue dominante de la révolution arc-en-ciel. Deux, plus grave, c'est un faux sens. En France, depuis une petite dizaine d'années, journalistes et politiciens nous ont habitués à transcrire tout uniment le mot anglais control par contrôler, contrôle. Or le verbe anglais confond sous un seul mot plusieurs sens, dominer, maîtriser, avoir la main, mettre la main sur, etc, et le substantif fait de même avec maîtrise, domination, mainmise. En français, contrôler signifie vérifier la conformité d'une liste d'objets ou de vivants à la réalité observée, et par extension surveiller, vérifier, analyser. La transcription de l'anglais en français, acte de soumission, engendre donc une grande confusion — elle même favorable à une soumission plus grande.

Il est capital de comprendre ici que la bataille de la langue (puisque nous sommes en guerre, selon le président Macron) est primordiale. Il ne s'agit pas d'interdire aux gens de vivre : on peut dire des gros mots, inventer autant de néologismes qu'on veut, ou même aller au coiffeur, puisqu'il est déconfiné, même si cela décoiffe un peu l'académie, mais il faut refuser le mou et le flou par où s'infiltre la tyrannie. Sabrez les mots et les expressions toutes faites dont usent les médias, fourriers de l'ennemi. Même quand il ne s'agit pas d'anglicismes.



(Dessin de Chard)

En voici un deuxième (et dernier, je vous rassure) exemple, le réchauffement, dont on a un peu moins parlé ces deux derniers mois. Si j'écris Réchauffement climatique anthropogénique, j'aurai utilisé douze syllabes et 40 signes, j'aurai aligné trois mots sans marquer clairement ce qui les lie, et fatigué l'oreille par un son répété, *ique*. J'aurai utilisé sans que cela soit nécessaire le mot anthropogénique, long et pédant, dont certains ne savent pas ce qu'il veut dire. J'aurai commis enfin une faute de sens : réchauffement climatique ne signifie pas plus réchauffement du climat qu'anthologie poétique ne signifie anthologie de la poésie. En somme mon énoncé sera long, lourd, incompréhensible et erroné. Si j'écris maintenant Réchauffement du climat par l'homme, je n'utilise que neuf syllabes et 35 signes, le lien entre les mots et les choses est évident, c'est l'homme qu'on accuse de réchauffer le climat, sans erreur ni lourdeur. Ce qui se conçoit bien s'énonce clairement : il est très important de parler juste, mais, bizarrement, alors qu'on exclut d'un chœur les chanteurs qui chantent faux, on promeut dans les médias et en politique les parleurs qui parlent faux. Cela n'est pas fortuit. La falsification de la langue est l'arme la plus puissante des usurpateurs, le premier moyen de leur usurpation.

Le déconfinement aura été signalé par deux événements symboliques. Le premier est la faillite de Discovery. Je ne parle pas de la navette américaine mais du projet français d'étude de plusieurs médicaments contre le Covid 19. Conçu pour clouer le bec au professeur Raoult, elle devait porter sur des centaines de cas pour chaque remède étudié. A cet effet l'Europe entière devait se mobiliser à l'appel de l'INSERM, et les premiers résultats étaient attendus pour mars. A la mi-mai, on est toujours à les attendre, et seul un (1) patient luxembourgeois a été agréé aux séries françaises, Italiens, Allemands, Espagnols, Britanniques et autres se faisant attendre. Cet échec retentissant en dit long d'une part sur l'efficacité de la coopération européenne et de l'autre sur la fatuité des bavardeurs de méthode qui méprisaient Raoult. Ils n'ont pas réussi à mobiliser les cohortes de cobayes nécessaires, peut-être parce que personne ne se presse pour faire partie d'une étude dont chacun sait qu'une partie des patients ne recevra que des placebos. Si le docteur Mengele avait imposé des études en double aveugle randomisées à Auschwitz, les syndicats de Kapos judéo-bolcheviques auraient crié comme des veaux.

Le deuxième événement qui ouvre le déconfinement est le grand retour de Metoo avec la plainte très sérieusement déposée par une journaliste allemande, Ann-Kathrin Stracke, 37 ans à la Sainte Catherine, contre Valéry Giscard d'Estaing, ancien président de la République française, 94 ans aux fraises, pour « agression sexuelle ». Les faits se seraient passés voilà deux ans, après une interview. Melle Stracke aurait demandé à l'assistante de Giscard de faire une photo d'elle avec le président, qui aurait mis la main sur sa taille et l'aurait laissée descendre. Diable ! Dans la plus racornie des vieilles tortues aztèques

somme donc un fatigable cochon. Le sang Louis XV, probablement. Ann-Kathrin a estimé la situation « très dégradante ». La *Westdeutscher Rundfunk*, chaîne qui emploie la malheureuse, la soutient dans son action judiciaire. Juste un peu avant, une ancienne collaboratrice de Biden, candidat démocrate à la prochaine élection présidentielle américaine, l'avait accusé d'agression sexuelle en lui demandant de renoncer à sa candidature. J'ignore ce qu'il y a de vrai dans ces deux accusations, mais, dans le cas où elles s'avèreraient toutes deux, notons leur disparité. Dans un cas, un sénateur dans la force de l'âge aurait profité de sa fonction pour mettre

un doigt dans le sexe d'une collaboratrice sans qu'elle le souhaitât, ce qui est odieux, dans l'autre un vieux monsieur aurait laissé traîner sa main sur la hanche d'une journaliste, ce qui n'est qu'un peu grivois et mal élevé. Madame Stracke affirme avoir « essayé de le repousser mais (elle n'a) pas réussi ». Quel colosse, ce Giscard ! Ann-Katherin aurait demandé trois photos, il aurait récidivé deux fois, et chaque fois, elle assure avoir continué à poser. Une jeune femme n'aurait donc pas la possibilité de se défilier devant un vieillard, ni de lui coller une baffé s'il insiste ? Melle Stracke se fiche de nous pour faire parler d'elle à peu de frais. Cette main aux fesses aura été son quart d'heure de gloire warholien. Bien qu'opposant politique à Valéry Giscard d'Estaing, je l'assure de tout mon soutien dans cette dure épreuve. Je propose de lancer le hashtag #Je-suisgiscard. Je plaisante, bien sûr !

Un petit bilan de ces huit semaines, maintenant. Le coronavirus se terminera sans doute par deux cent mille morts dans le monde, beaucoup plus bien sûr que les épouvantails précédents de l'OMS, SARS, MERS, H1N1, grippe aviaire, Ebola, mais moins que l'endémie du paludisme, et vingt fois moins que la mortalité annuelle de la BPCO. C'est triste pour les proches des victimes, mais cela ne modifie ni la mortalité d'ensemble, ni l'espérance de vie. D'une maladie infectieuse comme une autre, on a fait un spectacle fantasmagorique, et on continue de le faire, avec les *nouveaux foyers* de Dordogne et de Corée du Sud, la supposée *sinusoïde* de la maladie, etc. Ce spectacle terroriste a eu pour effet la ruine partielle de l'économie mondiale, ruine sélective qui touche surtout les pays développés, et à l'intérieur de ceux-ci les petites entreprises indépendantes, dont la trésorerie n'a pu tenir. Il s'agit d'une sélection politique, dont résulte un peu plus de socialisme. Le spectacle a de même engendré une pédagogie massive de la servitude volontaire, voir plus haut, au service de la gouvernance mondiale. Cet anglicisme néologique a été choisi à dessein pour décrire ce qui s'installe : ce n'est pas encore à proprement parler un gouvernement mondial, mais un ensemble d'institutions (ONU, OMS, PNUED, ONG diverses, etc) et de procédures qui organisent et régissent notre vie. Tout cela, et notamment l'utilisation des pandémies, a été soigneusement décrit à l'avance dans *La Révolution arc-en-ciel* (chapitre X), parue en octobre 2019, puis dans *L'Empire arc-en-ciel* paru en mars.

Je fais un peu lourdement ma publicité, comme Jérôme Bourbon fait celle de RIVAROL, comme le bon boucher appelle ses clients à ne pas disperser leurs euros au supermarché : nous avons besoin de vendre pour continuer. Or, avec le confinement, je vois en parcourant les réseaux sociaux que beaucoup de gens d'assez bonne volonté n'ont pas la moindre idée de ce qui se passe. Beaucoup s'accrochent aux vieilles lunes de l'économisme, marxiste ou non. Comme s'ils ne voyaient pas que cette « explication » n'explique rien, qu'elle réduit la réalité sans l'éclairer. Pire, elle empêche de saisir le caractère révolutionnaire des événements en cours. L'anti-mondialiste Trump avait bien

vu que le remède confinement serait pire que le mal coronavirus et mettrait nos économies à plat. Il a rué dans les brancards puis s'est soumis : il n'est pas possible, en démocratie douillette, de paraître causer des milliers de morts. Il s'est soumis à l'objectif visé, l'avance de la gouvernance mondiale, y compris par la ruine de nos économies.

De plus évolués parlent de Nouvel Ordre Mondial, mais c'est à la fois dépassé et partiel, trop exclusivement lié à George Bush, et cela ne prend pas en compte le phénomène fondamental : la fusion idéologique des blocs qui a mis le profit au service de la révolution. D'autres enfin parlent de cosmopolitisme, ce qui n'est pas faux mais pas très utile et surtout pas très précis : cela ne nous dit pas quel cosmopolitisme est à l'oeuvre. La révolution arc-en-ciel décrit justement et précisément ce qui nous arrive dans la figure, c'est pourquoi je me suis pelé de lui consacrer deux bouquins. A quoi ça sert que Ducros il se décarcasse si les natioes ne lisent pas ?

Pour terminer, et pour les amateurs, notons que les grandes manœuvres du coronavirus auront permis d'exercer particulièrement deux cordes de l'arc-en-ciel, la mutation du régalién et la customisation des Etats-Nations. Deux exemples du nouveau régalién : les ministres transformés en maîtresses de maternelle ou en assistantes de dispensaire, les gendarmes, toujours interdits de quartiers, mués en moniteurs de colonies de vacances pour fermer l'accès des plages et des dunes. Vu par le petit bout de la lorgnette, c'est un phénomène gigantesque, caractéristique de la révolution en marche : l'Etat s'occupe de ce dont il ne devrait pas s'occuper et ne s'occupe pas de ce dont il devrait s'occuper. Il abandonne les fonctions qu'il doit remplir, la protection, la sécurité et la justice, en vue desquelles le citoyen consent l'impôt, pour en remplir d'autres que l'idéologie arc-en-ciel lui impose, le soin de la planète, de son climat, de sa santé globale, la solidarité avec les migrants, le droit des minorités, etc.

Quant à la customisation de l'Etat Nation, elle s'est amplement manifestée dans les discours d'Emmanuel Macron. Dans une conception ancienne du mondialisme, marxiste par exemple, il fallait faire du passé table rase, donc se débarrasser des Etats Nations pour établir la merveilleuse planète du futur. Plus sage, la révolution arc-en-ciel a compris quel bon vecteur d'influence et de gouvernement constituent les Etats Nations maintenus, vidés de leur contenu ancien et mis au service de la révolution. Ils servent à tout, mettre les religions au pas, faire admettre les vérités à cours forcé, engager la pédagogie de la soumission, etc. Le cas échéant, on leur rend un peu de lustre pour mieux faire passer la pilule, et quand Macron a parlé, dans l'affaire des masques, de rapatrier certains moyens de production, cela a satisfait tous les démagogues, de Montebourg à Dupont-Aignan, en passant par Mélenchon, Marine le Pen, Philippot et Asselineau. Le patriotisme d'entreprise, l'Etat stratège, c'était particulièrement délicieux dans la bouche de quelqu'un qui avait bradé Alstom, et dont on n'est pas sûr qu'il défendra CNIM, la boîte de mécanique de précision qui fournit la Direction générale de l'Armement et pas mal de composants d'ITER.

Mutation du régalién et customisation de l'Etat nation sont liées. On a fini par noter que l'Etat trahissait systématiquement la nation. C'est le fait d'une cancérisation de l'Etat qui tient à la nature et à l'origine de la révolution arc-en-ciel. BFMTV a finalement donné la parole à l'ambassadrice de Suède pour qu'elle explique comment son pays (qui a relativement moins de morts du coronavirus que la France, l'Espagne et l'Italie, sans avoir confiné) avait procédé. Ce coup de canif dans la langue de bois m'a surpris. Mais, outre qu'il figurait un simulacre de liberté, il faisait l'éloge de l'individualisme du Nord face aux pays latins. Or, l'arc-en-ciel repose sur un individualisme de masse. Dans nos pays, les familles, les corps intermédiaires, la nation, ont été la matrice et les protectrices de la personne : à travers l'Etat nouveau customisé, la révolution arc-en-ciel les détruit systématiquement. L'empire s'établit sur des îlots perdus.